



PLAN
INTERNATIONAL

AU-DELÀ DE LA FAIM

LES IMPACTS DE LA CRISE MONDIALE
DE LA FAIM LIÉS AU GENRE

SOMMAIRE

ACRONYMES	3
INTRODUCTION	4
Méthodologie	5
Contexte et arrière-plan	8
Réponse de Plan International	13
CONCLUSIONS	15
Accès genré à la nourriture	15
Violence basée sur le genre	16
Les stratégies d'adaptation	20
Changement des rôles et des responsabilités	23
Impacts sur l'éducation	43
Impacts sur la santé	25
Aide humanitaire	26
CONCLUSION	28
RECOMMANDATIONS	29
REMERCIEMENTS	36

ACRONYMS

ART	Traitement antirétroviral	KII	Entretien avec un informateur clé
CEFM	Mariages d'enfants, précoces et forcés	RG	Analyse rapide de genre
FGD	Discussion de groupe	SRHR	Santé et droits sexuels et reproductifs
GBV	Violence basée sur le genre	STI	Infection sexuellement transmissible
HIV	Virus de l'immunodéficience humaine	UTI	Infection des voies urinaires
IDP	Personne déplacée interne		

INTRODUCTION

Le monde est au milieu d'une crise de la faim dévastatrice et croissante. Au moins 345 millions de personnes dans 82 pays sont actuellement confrontées ou risquent d'être confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, avec 50 millions de personnes sur le point de mourir de faim, au bord de la famine.¹ Ces statistiques brossent un tableau saisissant, mais il y a beaucoup de choses qu'elles occultent. Les gros titres mondiaux ne nous disent rien sur la façon dont la vulnérabilité et les expériences des individus face à la crise de la faim diffèrent, ni sur les facteurs qui façonnent ces impacts différentiels.

Les causes et les conséquences de l'insécurité alimentaire sont étroitement liées au genre - les pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire sont également les plus inégalitaires entre les sexes.² L'inégalité entre les sexes joue un rôle dans la façon dont la nourriture est produite et consommée, façonne les stratégies que les gens emploient pour faire face et influence les multiples impacts de la faim et de l'insécurité alimentaire sur la protection et le bien-être des personnes touchées. Le rôle du genre dans la formation des expériences d'insécurité alimentaire des enfants et des adolescents est souvent négligé.

Ce rapport présente de nouvelles preuves sur les impacts liés au genre de la crise mondiale actuelle de la faim dans huit des pays les plus touchés : Éthiopie, Somalie, Kenya, Soudan du Sud, Mali, Burkina Faso, Niger et Haïti. Il s'appuie sur et synthétise les données des récentes analyses rapides de genre (RGA) menées par Plan International et ses partenaires. Ces analyses ont été menées principalement pour éclairer

la réponse humanitaire de Plan International à la crise de la faim. Cependant, elles fournissent également une multitude de preuves et d'informations qui jettent un nouvel éclairage sur la façon dont la crise affecte tous les aspects de la vie des filles, des garçons, des femmes et des hommes impliqués. Ensemble, les RGA analysés pour ce rapport ont impliqué la participation de 7158 répondants dans les huit pays.

Des thèmes communs ont émergé dans tous les pays inclus dans ce rapport : les risques de violence liée au genre augmentent ; les filles et les femmes en particulier sont confrontées à la violence, aux abus et à l'exploitation dans le cadre de leurs efforts pour se nourrir et gagner un revenu, mais aussi dans leur propre foyer. L'éducation est dépriorisée car la survie prime et les filles sont mariées tôt pour réduire le fardeau des familles. Les rôles de genre changent et les charges de travail augmentent, accompagnées de niveaux de stress et d'anxiété.

Les moteurs de la crise alimentaire actuelle - une combinaison de conflits, de défis économiques et de chocs climatiques - ne montrent aucun signe d'apaisement, et les appels à la communauté internationale pour qu'elle redouble d'efforts pour y répondre se font de plus en plus entendre. Ce rapport démontre clairement que les réponses à la crise de la faim doivent tenir compte des diverses expériences des individus en matière d'insécurité alimentaire, et en particulier de la manière dont elles sont façonnées par les inégalités de genre enracinées. Tout manquement signifiera que les besoins spécifiques des filles et des femmes risquent d'être négligés et que les progrès en matière d'égalité des sexes seront anéantis.

DÉFINIR L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Insécurité alimentaire aiguë

Lorsque l'incapacité d'une personne à consommer une nourriture adéquate met sa vie ou ses moyens de subsistance en danger immédiat. Les données sur l'insécurité alimentaire aiguë s'appuient sur des mesures internationalement acceptées de la faim extrême.³

MÉTHODOLOGIE

Une analyse rapide de genre (RGA) est une méthodologie utilisée dans les situations d'urgence pour fournir des informations sur les différents besoins, vulnérabilités, capacités et stratégies d'adaptation des femmes, des hommes, des garçons et des filles. Elle est destinée à être réalisée rapidement et élaborée progressivement, en utilisant des données primaires et secondaires, en une image plus détaillée et plus précise. L'objectif principal d'une RGA est de fournir des recommandations pratiques pour éclairer la programmation humanitaire et influencer.

Plan International se concentre particulièrement sur l'analyse de la manière dont le genre se recoupe avec l'âge et d'autres facteurs d'inclusion pour façonner les expériences individuelles des crises dans le cadre de ses RGA. L'organisation met un accent particulier sur l'inclusion des adolescents et des jeunes dans l'évaluation et l'analyse, car leurs besoins spécifiques ne sont souvent pas pris en compte dans le cadre des réponses humanitaires.

Les objectifs spécifiques des RGA inclus dans ce rapport différaient selon le contexte. Cependant, ils partageaient un objectif commun consistant à fournir des informations sur les rôles et les responsabilités, les capacités, les vulnérabilités, les priorités et les besoins spécifiques des filles, des garçons, des femmes et des hommes touchés par la crise de la faim, et à proposer des programmes et des recommandations politiques. Plan International et ses partenaires utilisent déjà les conclusions et recommandations de RGA spécifiques à chaque pays pour concevoir et adapter la programmation et pour influencer les décisions et les actions des détenteurs d'obligations.

SÉLECTION DE PAYS

Les RGA de huit pays ont été analysées pour ce rapport : Kenya, Éthiopie, Somalie, Soudan du Sud, Mali, Burkina Faso, Niger et Haïti. Ces pays ont été priorisés par Plan International dans le cadre de sa réponse à la crise mondiale de la faim. Plan International a une présence de longue date dans les huit pays, qui ont été choisis en fonction de la détérioration rapide de la situation et de l'ampleur et de la profondeur de l'insécurité alimentaire aiguë. Tous les pays couverts par ce rapport sont inclus dans le Rapport mondial sur les crises alimentaires 2022⁴ et tous ont été identifiés comme des « points névralgiques de la faim » par le PAM/FAO,⁵ ce qui signifie qu'il existe un risque d'augmentation de l'insécurité alimentaire aiguë au cours des prochains mois.

APERÇU DES MÉTHODES

Les méthodes et outils spécifiques utilisés différaient légèrement selon le contexte (voir figure 1), mais en

général, les RGA ont utilisé une approche à méthodes mixtes utilisant une combinaison de :

- Examens de la littérature/données secondaires
- Enquêtes auprès des ménages
- Discussions de groupe (FDG) avec des femmes, des hommes, des filles et des garçons.⁶
- Entretiens avec des informateurs clés (KII) avec un mélange de dirigeants communautaires, d'experts techniques, de prestataires de services et de représentants du gouvernement.

Dans la plupart des pays, les outils ont été adaptés de la boîte à outils d'analyse rapide de genre de Care.⁷ Dans certains pays, les RGA ont également utilisé des outils, conçus pour faciliter la participation active, de la boîte à outils de programmation pour les adolescents en situation de crise de Plan International⁸ et/ou Boîte à outils Faire croître l'égalité 2.0⁹ afin de mettre en lumière les perspectives des adolescents.

Afin de synthétiser les informations sur les RGA, une analyse thématique des rapports spécifiques aux pays a été entreprise.

ÉCHANTILLONNAGE

La taille des échantillons et les approches d'échantillonnage différaient selon les pays (voir figure 1). Alors que dans certains pays, l'échantillon a été sélectionné pour être représentatif de la zone d'étude, les échantillons ne sont pas représentatifs au niveau national ou mondial. Au total, 7 158 participants ont participé à des RGA dans les huit pays, dont 3 343 répondants à l'enquête, 3 542 participants à des groupes de discussion et 273 personnes interrogées.

Une jeune femme, 30 ans, a été mariée à 15 ans et, malgré les pénuries alimentaires, fait maintenant campagne contre le mariage des enfants..
© Plan International.



Dans tous les cas, les emplacements échantillonnés ont été sélectionnés en fonction des considérations de programmation de Plan International. Dans la plupart des cas, les données ont été collectées dans les districts ou régions du pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire.

Dans plusieurs pays, l'échantillon comprenait à la fois des populations déplacées et des communautés d'accueil.

CONSIDÉRATIONS ÉTHIQUES

Des mesures ont été prises dans tous les cas pour s'assurer que les données étaient collectées conformément aux principes éthiques. Le consentement éclairé a été obtenu de tous les participants et des parents/tuteurs des enfants participants avant la collecte des données, et la protection, la confidentialité et la sécurité des données des répondants ont été assurées. Les équipes de collecte de données ont reçu une formation sur les politiques de sauvegarde de Plan International et sur le genre et l'inclusion.

LIMITES

Il existe des limites inhérentes aux données sur lesquelles ce rapport est basé qui découlent de la nature du processus RGA lui-même. Les RGA sont conçues pour être rapides, progressives et pratiques - les données collectées doivent être « suffisamment bonnes » pour éclairer la prise de décision, mais il est reconnu que les RGA doivent être mises à jour pendant l'intervention d'urgence afin de renforcer les

données et de saisir les changements qui peuvent survenir.

Un certain nombre de limites spécifiques s'appliquent aux analyses menées dans chaque pays. Limitations courantes incluses :

- Les risques de sécurité et l'instabilité ont affecté la collecte de données dans certaines régions, entraînant des lacunes dans certaines données.
- Le manque de données désagrégées au niveau local dans certains pays a limité l'utilité des données secondaires.
- L'inclusion des personnes handicapées était inégale d'un pays à l'autre, ce qui limitait la possibilité de mettre en évidence les expériences des personnes handicapées dans la synthèse.

La synthèse des données des rapports spécifiques aux pays se limite à une synthèse narrative. Il n'a pas été possible d'entreprendre une analyse transnationale des données quantitatives en raison des différences dans les approches d'échantillonnage et les outils d'enquête entre les pays, et en raison des lacunes dans la disponibilité des données brutes. Lorsque des statistiques sont incluses, elles sont tirées directement des rapports originaux ; l'approche d'analyse des données quantitatives peut différer d'un pays à l'autre.

De plus, les différences entre les pays dans la portée et l'orientation des rapports signifient que la synthèse thématique ne peut pas être exhaustive. Tous les sujets n'ont pas été étudiés dans tous les pays.

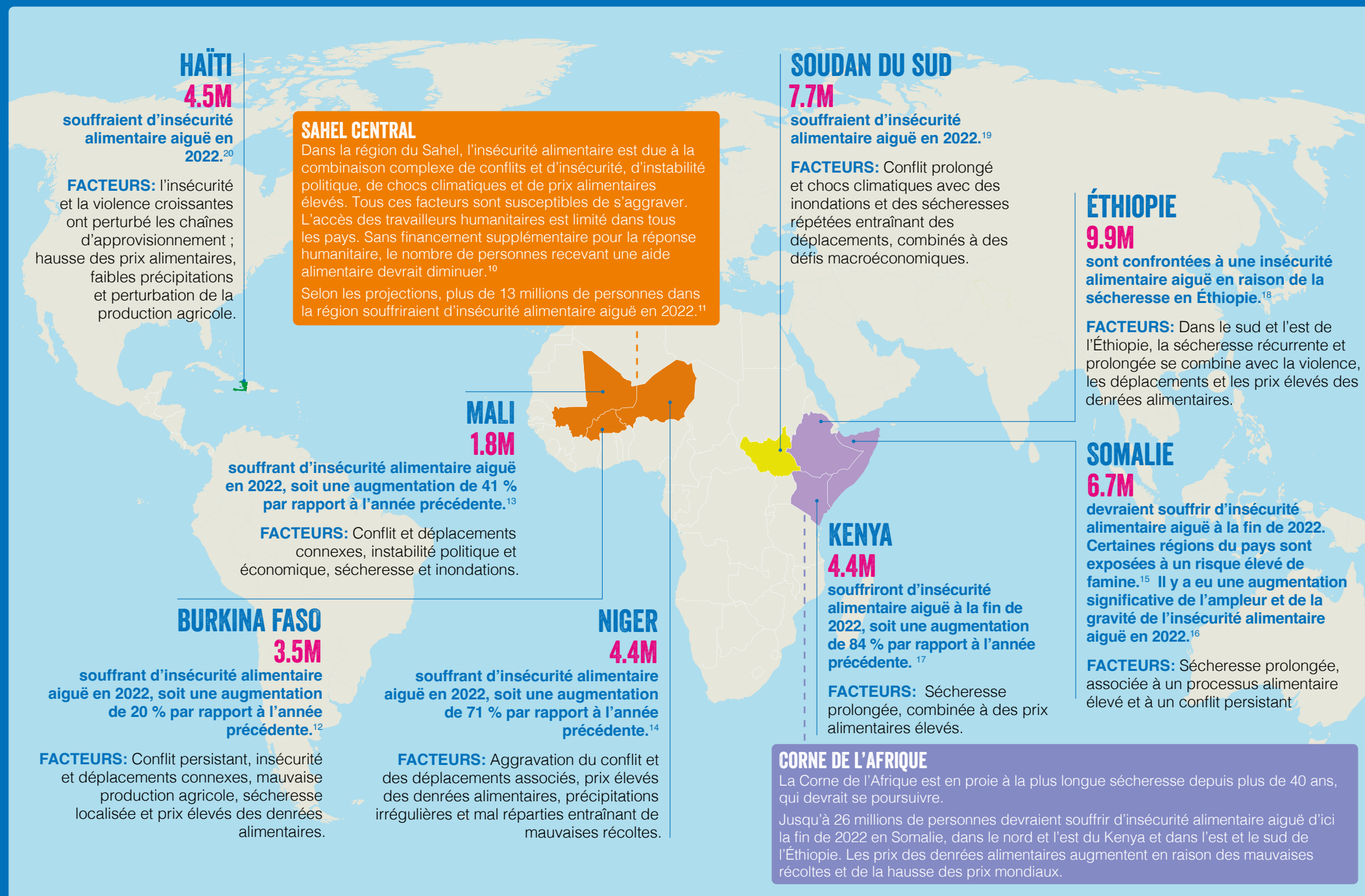


Des femmes attendent sous un arbre la distribution de nourriture à Rumbek, au Sud-Soudan.. © Plan International / Peter Caton

Figure 1 : Méthodologies employées par pays

BURKINA FASO Régions : Nord, Centre-Nord, Sahel et Est Dates: Juillet 2022 Méthodes :  Examen des données secondaires  25 FGD impliquant 223 participants  Enquête auprès de 394 ménages et 143 individus  106 KII	NIGER Régions : Tillabéri, Tahoua, Dosso, Diffa and Zinder Dates: Août 2022 Méthodes :  Examen des données secondaires  160 FGD impliquant 1920 participants  Enquête auprès de 216 ménages  90 KII
MALI Régions : Gao, Mopti, Ségou et Tombouctou Dates: Août 2022 Méthodes :  Examen des données secondaires  80 FGD impliquant 365 participants  Enquête auprès de 199 ménages interrogés  28 KII	ÉTHIOPIE Régions : Somaliland (régions de Sool, Sanaag et Togdheer) Dates: Avril 2022 Méthodes :  Examen des données secondaires  7 FGD impliquant 90 participants  8 KII
KENYA Régions : Comté de Marsabi Dates: Septembre 2022 Méthodes :  Examen des données secondaires  40 FDG impliquant 316 participants  Enquête auprès de 460 ménages  18 KII	SOMALIE Régions : Somaliland (régions de Sool, Sanaag et Togdheer) Dates: Avril 2022 Méthodes :  Examen des données secondaires  24 FDG impliquant 240 participants  Enquête auprès de 384 répondants  11 KII
SOUDAN DU SUD Régions : Pibor Boma dans la zone administrative du Grand Pibor, Tonj Sud dans l'État de Warrap et Kapoeta Nord et Kapoeta Sud, État de l'Équatoria oriental Dates: November–December 2021 Méthodes :  Examen des données secondaires  24 FGD impliquant 192 participants  Enquête auprès de 1547 répondants  12 KII	HAÏTI Régions : Marigot, Jacmel et Belle-Anse communes du département du Sud-Est Dates: Août 2022 Méthodes :  Examen des données secondaires  21 FGD impliquant 196 participants  21 KII et 3 histoires individuelles

Figure 2 : Aperçu des contextes inclus dans ce rapport



CONTEXTE ET ARRIÈRE-PLAN

FACTEURS D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGÜE

Le monde est au milieu d'une crise de la faim dévastatrice et croissante. Au moins 345 millions de personnes dans 82 pays sont actuellement confrontées à une insécurité alimentaire aiguë ou risquent de l'être, et 49 millions de personnes sont au bord de la famine.²¹

Les contextes inclus dans ce rapport sont parmi ceux où les niveaux de faim sont les plus préoccupants.²² Bien que leurs circonstances diffèrent, ils sont tous confrontés à de multiples facteurs de la faim, souvent interdépendants et se renforçant mutuellement. Dans la plupart des cas, ces pays sont confrontés à un assaut parfait de conflits, de coups économiques et de chocs climatiques, combinés à de lourdes contraintes à l'accès humanitaire.

La présence de violence et de conflits organisés est commune à de nombreux contextes dans ce rapport. Cela n'est pas surprenant, étant donné que l'insécurité alimentaire est fortement corrélée aux conflits ; plus de 70 % des personnes confrontées à une crise ou à des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë plus graves en 2021 vivaient dans des pays-touchés par des conflits.²³ Les conflits entraînent la perturbation des systèmes

alimentaires et des marchés et le déplacement des civils, ce qui signifie que les terres agricoles sont abandonnées et que les actifs sont perdus. Les pays confrontés à des conflits sont également les contextes les plus complexes et les plus difficiles pour les acteurs humanitaires. Au Sahel central (Burkina Faso, Mali et Niger), au Soudan du Sud, en Somalie et en Haïti, la violence et les conflits organisés sont un facteur clé de l'insécurité alimentaire. À l'inverse, au Kenya et dans le sud de l'Éthiopie, la sécheresse et le manque de ressources aggravent les tensions intercommunautaires et accroissent l'insécurité.

Les pays présentés dans le rapport illustrent également de manière frappante le rôle de la variabilité et des extrêmes climatiques dans l'insécurité alimentaire et démontrent les effets déjà dévastateurs de la crise climatique. Les pays de la Corne de l'Afrique (Somalie, Kenya et Éthiopie) sont en proie à la plus longue sécheresse depuis plus de 40 ans - au moment de la rédaction du présent rapport, la région fait face à une cinquième mauvaise saison des pluies consécutive. Pendant ce temps, les inondations au Soudan du Sud, la sécheresse en Haïti et les périodes de sécheresse et les inondations dans le Sahel central ont toutes un impact sur la production alimentaire.

La réduction de la production alimentaire nationale accroît la dépendance de nombreux pays vis-à-vis des importations dans un contexte de prix mondiaux élevés. La guerre en Ukraine fait grimper les prix mondiaux déjà gonflés des aliments et de l'énergie et de nombreuses économies souffrent encore du ralentissement économique induit par le COVID-19. Pour tous les pays de ce rapport, les prix élevés des denrées alimentaires et de l'énergie sont les principaux moteurs de l'insécurité alimentaire aiguë.²⁴ Les hausses de prix exercent également une pression sur les budgets humanitaires ; en 2021, le coût d'un panier alimentaire était au moins 30 % plus élevé dans 11 pays touchés par la crise qu'il ne l'était cinq ans plus tôt.²⁵

GENRE ET INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les statistiques mondiales sur l'ampleur de la crise de la faim présentent une image saisissante - pourtant, il y a beaucoup de choses qu'elles obscurcissent. Les statistiques ne nous disent rien sur la façon dont la vulnérabilité des individus et les expériences de l'insécurité alimentaire diffèrent, ni sur les facteurs qui façonnent ces impacts différentiels.

Les données disponibles suggèrent qu'en 2021, 126,3 millions de femmes de plus que d'hommes étaient en situation d'insécurité alimentaire²⁶ — un écart qui se creuse.²⁷ Pourtant, les ensembles de données



Une mère déplacée avec sa petite fille à Koupela, au Burkina Faso.
© Plan International / Souleymane Drabo / Tamani Films

mondiaux ne font la lumière que sur les différences ventilées par sexe entre les adultes et les adolescents plus âgés. Bien qu'il ait été estimé que, si les enfants sont inclus, il pourrait y avoir jusqu'à 150 millions de filles et de femmes de plus dans le monde qui sont en situation d'insécurité alimentaire par rapport aux garçons et aux hommes,²⁸ il s'agit d'une extrapolation - aucune donnée mondiale sur la sécurité alimentaire ventilée par sexe n'est disponible sur les moins de 15 ans. Malgré cette lacune dans les données, il existe de nombreuses preuves que, comme pour les adultes, le sexe joue un rôle important dans la formation des expériences d'insécurité alimentaire des enfants et des adolescents, y compris leur protection et leur bien-être,²⁹ en combinaison avec des facteurs tels que l'âge, l'/la (in)validité, l'ethnicité et le statut de déplacement.

Les causes et les conséquences de l'insécurité alimentaire sont étroitement liées au genre et il existe une forte corrélation entre l'égalité des sexes et la sécurité alimentaire. L'analyse des données de 109 pays a montré que plus les niveaux d'inégalité entre les sexes sont élevés dans un pays, plus les gens ont faim.³⁰ Tous les pays inclus dans ce rapport pour lesquels des données sont disponibles sont classés dans le quartile inférieur au niveau mondial pour l'égalité des sexes.³¹

La relation entre l'inégalité entre les sexes et l'insécurité alimentaire se manifeste de manière complexe. L'inégalité entre les sexes joue un rôle dans la façon dont la nourriture est produite et consommée, façonne les stratégies employées pour faire face à l'insécurité alimentaire et influence les multiples impacts de la faim et de l'insécurité alimentaire sur la protection et le bien-être des personnes touchées.

L'accès et le contrôle des ressources productives, telles que la terre, l'eau, le bétail, les semences ou les engrais, est un facteur clé de la sécurité alimentaire,³² cependant la majorité des femmes dans les pays à faible revenu se voit refuser l'accès au financement, à la propriété foncière et à la prise de décision. À l'échelle mondiale, seuls 15 % des propriétaires terriens sont des femmes,³³ pourtant, les femmes constituent environ 43 pour cent de la main-d'œuvre agricole.³⁴ Les filles et les femmes sont également responsables de la majorité de la préparation des aliments et de la plupart des achats alimentaires.

Malgré leur rôle fondamental dans la production et la préparation des aliments, les inégalités entre les sexes et les normes de genre enracinées entourant la consommation alimentaire augmentent de manière disproportionnée la vulnérabilité des filles et des femmes à la faim et à la malnutrition. Lorsque la nourriture est rare, les filles et les femmes peuvent manger en dernier, manger le moins et manger les aliments les moins nutritifs, et leurs besoins nutritionnels peuvent céder le pas à ceux des garçons et des hommes.³⁵ Des preuves provenant de plusieurs contextes ont montré que les adolescentes mariées sont particulièrement vulnérables

Une grand-mère, 62 ans, partage un bol de riz avec sa petite-fille, Haïti. © Plan International



au refus de nourriture par les maris, les beaux-parents ou d'autres épouses.³⁶ Leur statut familial inférieur peut signifier qu'elles ont du mal à plaider pour l'accès à la nourriture pour elles-mêmes et leurs enfants, et peuvent manquer de connaissances suffisantes sur leur propre santé, nutrition et sécurité alimentaire.³⁷ Cette discrimination liée au genre peut commencer tôt dans la vie – des preuves provenant de l'Inde, par exemple, ont montré que les nourrissons de sexe féminin sont allaités pendant des périodes plus courtes en moyenne et reçoivent de plus petites quantités et des aliments moins nutritifs que les garçons.³⁸

Les schémas liés au genre de consommation alimentaire affectent négativement la nutrition des filles et des femmes, malgré leur besoin physiologique d'aliments plus riches en nutriments.³⁹ Non seulement les filles et les femmes courent un risque plus élevé de malnutrition, mais la malnutrition constitue une menace particulière pour les adolescentes et les femmes enceintes et allaitantes - elle augmente leur risque de fausse couche et de mortalité maternelle ainsi que les risques de mortinaissance, de décès de nouveau-nés, d'insuffisance pondérale à la naissance et de retard de croissance pour leurs enfants, entraînant un cycle intergénérationnel de malnutrition. La dénutrition maternelle contribue à environ 2,4 millions de décès néonataux par an.⁴⁰

Les adolescentes ont des besoins accrus en fer en raison des menstruations et sont particulièrement exposées au risque de malnutrition pendant la grossesse.⁴¹ Le manque d'accès à des aliments nutritifs pendant la petite enfance et l'adolescence peut retarder la croissance des enfants et avoir des impacts importants sur le développement du cerveau, ce qui compromet la capacité d'apprentissage et le niveau d'instruction, la santé et les résultats économiques.

RISQUES DE PROTECTION

Les impacts de l'insécurité alimentaire vont bien au-delà des conséquences directes de la dénutrition. Les effets indirects, bien que moins visibles, peuvent également être profondément préjudiciables et sont étroitement liés à l'inégalité entre les sexes. De plus en plus de preuves montrent que l'insécurité alimentaire affecte négativement la santé mentale et le bien-être psychosocial. Alors que le stress, l'anxiété et les tensions au sein des ménages sont exacerbés par l'insécurité alimentaire et d'autres besoins de base non satisfaits, et que plus de temps est consacré à l'achat de nourriture ou à la génération de revenus, les risques de violence conjugale – le plus souvent perpétrée contre les filles et les femmes – et de négligence et de violence envers les enfants sont exacerbés.⁴² L'impact de l'insécurité alimentaire sur la santé mentale des soignants affecte directement leur capacité à fournir des soins attentifs à leurs enfants. Les enfants en situation d'insécurité alimentaire courent également un risque accru d'avoir de moins bons résultats en matière de santé mentale.⁴³

Dans les contextes d'insécurité alimentaire, les filles et les femmes doivent souvent passer plus de temps à collecter de la nourriture, de l'eau et du bois de chauffage, ce qui les expose à un risque de violence sexuelle. Les distributions alimentaires peuvent également augmenter les risques de protection, en particulier pour les enfants, les filles et les femmes non accompagnés et séparés, qui sont victimes d'exploitation, d'abus, de violence et de harcèlement sexuels.⁴⁴ Les enfants risquent d'être séparés de leurs parents et de leurs tuteurs ou d'être blessés, en particulier si les distributions sont chaotiques ou violentes. Les enfants non accompagnés ou les enfants vivant dans des ménages dirigés par des enfants peuvent avoir du mal à accéder aux distributions alimentaires – ils peuvent être laissés de côté lors de l'enregistrement ou ne pas être en mesure d'accéder aux informations sur les distributions.

Lorsque la nourriture se fait rare et que la pauvreté et le manque d'accès aux moyens de subsistance s'aggravent, les familles ont de plus en plus recours à des mécanismes d'adaptation négatifs et parfois extrêmes pour survivre. Le sexe, ainsi que l'âge, le handicap et d'autres facteurs influencent tous les stratégies disponibles, mais aussi les impacts des stratégies d'adaptation. Pour les filles et les femmes, les mécanismes d'adaptation négatifs augmentent souvent leurs risques et leurs fardeaux de protection.

Pour les adolescentes, l'insécurité alimentaire signifie souvent que leur risque de mariage d'enfants, précoce et forcé (CEFM) et avec lui leur risque de grossesse précoce et d'autres problèmes de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR) augmente. Dans de nombreux contextes, le mariage des enfants est



Une fille souffrant du manque de nourriture dans la région de Tahoua, au Niger. © Plan International / Fabien Akakpo

utilisé par les familles comme un moyen de réduire les charges financières ou d'avoir un membre de moins à nourrir.⁴⁵ Dans les régions d'Éthiopie touchées par la sécheresse, par exemple, les cas de mariage d'enfants auraient augmenté de 51 % en un an.⁴⁶ Les filles qui se marient avant l'âge de 18 ans sont plus susceptibles d'être victimes de violence conjugale, de complications dangereuses pendant la grossesse et abandonnent souvent l'école.⁴⁷ Cependant, dans certains cas, parmi les options limitées, il a été signalé que les filles concluent des mariages afin d'accroître leur propre accès à la nourriture.⁴⁸

La migration est une autre stratégie courante pour augmenter les opportunités de revenus et de moyens de subsistance face à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté – pourtant, les opportunités de migrer sont souvent liées au genre. La migration peut augmenter les risques de protection pour les filles et les femmes et alourdir leurs charges de soins. L'insécurité alimentaire est l'une des principales causes de séparation des familles et la migration des parents peut avoir des effets négatifs sur la protection, la sécurité et le bien-être général des enfants.⁴⁹

Dans un contexte de pression accrue sur les moyens de subsistance et d'aggravation de la pauvreté, les enfantseux-mêmes sont souvent contraints d'entrer sur le marché du travail et, dans certains cas, de migrer vers les centres urbains. Le travail des enfants expose les enfants à des facteurs de risque potentiellement mortels et à des conditions néfastes, et les impacts du travail des enfants durent souvent jusqu'à l'âge adulte et peuvent renforcer les cycles intergénérationnels de la pauvreté.⁵⁰ Les preuves montrent que le travail des

enfants est également sexospécifique, les filles et les garçons ayant accès à différentes opportunités de subsistance et faisant face à des risques différents. Alors que les données disponibles suggèrent que les garçons sont plus exposés au travail des enfants, les filles sont plus souvent impliquées dans des formes de travail « cachées » telles que le travail domestique.⁵¹ Certaines des pires formes de travail des enfants, telles que la traite et l'exploitation sexuelle à des fins commerciales, ont également un impact disproportionné sur les filles.⁵² Ces différences peuvent à leur tour affecter le potentiel de revenu des enfants et leur capacité à accéder à la nourriture et à répondre à leurs autres besoins.⁵³ Dans les zones de conflit, le recrutement d'enfants dans les groupes armés peut augmenter en période d'insécurité alimentaire, car les enfants les plus marginalisés cherchent des moyens de survivre et des substituts aux soins parentaux.⁵⁴

Le manque de nourriture et d'autres ressources alimentaires augmente les risques d'exploitation sexuelle dans le contexte de la vente ou de l'échange de services sexuels contre de la nourriture. Des preuves provenant de nombreux contextes ont montré que la faim, associée à des déséquilibres de pouvoir, accroît la vulnérabilité des filles et des femmes à l'exploitation sexuelle, y compris par les acteurs humanitaires, les dirigeants communautaires et les forces de sécurité.⁵⁵ Au Nigéria, par exemple, des filles et des femmes ont déclaré avoir été exploitées sexuellement par les forces de sécurité de l'État afin d'obtenir de la nourriture et d'accéder à des moyens de subsistance limités et afin d'éviter la détention et les coups.⁵⁶

IMPACTS SUR LA SANTÉ ET LES DROITS SEXUELS ET REPRODUCTIFS

Pendant les crises, y compris les crises de sécurité alimentaire, la santé et les droits sexuels et reproductifs des filles et des jeunes femmes en particulier sont souvent négligés. La fourniture d'informations, de services et de matériels en matière de SDSR est souvent dépriorisée en même temps que les besoins peuvent augmenter à mesure que les risques de violence sexiste, de mariage d'enfants, de mutilation/excision génitale féminine et d'abus et d'exploitation sexuels sont amplifiés, et avec eux l'exposition à des grossesses involontaires ou non désirées et les infections sexuellement transmissibles. L'insécurité alimentaire a, par exemple, été associée à une transmission accrue du VIH.⁵⁷ Les risques pour les personnes vivant avec le VIH sont également accrus, car l'insécurité alimentaire a été liée à une mauvaise fréquentation des cliniques, à une faible prise et observance du traitement antirétroviral (TAR), à une efficacité moindre du TAR et à une mortalité plus élevée.⁵⁸

Lorsque la nourriture est rare, les ménages peuvent être contraints de ne plus privilégier l'achat de services et de



Des filles mangent leur déjeuner à l'école primaire du dans le comté de Kilifi, au Kenya. © Plan International

fournitures de santé sexuelle et reproductive, tels que les contraceptifs ou les produits de santé menstruelle. Cela rend les filles et les femmes de plus en plus vulnérables aux grossesses involontaires ou non désirées et à une mauvaise santé menstruelle. Et pourtant, s'assurer que les besoins des filles et des femmes en matière de SDSR sont satisfaits peut accroître la résilience à l'insécurité alimentaire, leur permettant de planifier leurs grossesses en fonction de leurs propres préférences et ressources au cours d'une année donnée. De même, la capacité des femmes et filles à planifier et à espacer leurs grossesses a été directement liée à une plus grande participation au marché du travail, à des revenus, des salaires et des économies, et à une croissance économique plus large.⁵⁹

IMPACTS SUR L'ÉDUCATION

La faim et l'insécurité alimentaire ont des effets néfastes sur l'éducation des enfants. En aggravant l'impact des fermetures d'écoles pendant le COVID-19, la crise alimentaire mondiale actuelle risque de nuire davantage à l'éducation des enfants dans de nombreux pays.⁶⁰

La faim et la malnutrition affectent négativement la capacité d'apprentissage des enfants.⁶¹ Cela entraîne à son tour des déficits à la fois dans les compétences et les résultats scolaires, mais affecte également l'acquisition par les enfants de compétences vitales essentielles - des compétences qui renforcent la résilience individuelle face à la crise.

L'éducation peut être une urgence précoce dans les situations d'insécurité alimentaire aiguë et pour les adolescentes, l'insécurité alimentaire peut aggraver les obstacles auxquels elles sont déjà confrontées pour accéder à l'éducation. Leur éducation est souvent la première à être dépriorisée et elles sont obligées de manquer ou d'abandonner l'école pour s'occuper de leurs frères et sœurs plus jeunes afin que les parents puissent travailler ou chercher de la nourriture. Dans les situations où l'insécurité

alimentaire coexiste avec les conflits et l'insécurité, comme au Sahel, les attaques contre les écoles, les fermetures et l'insécurité limitent davantage l'accès des filles à l'éducation.⁶² La perte d'accès à l'éducation compromet la protection immédiate des enfants, mais compromet également leur bien-être à long terme et leurs perspectives d'avenir ; pour les filles, l'abandon scolaire augmente leur exposition à la violence liée au genre, au mariage précoce et forcé des enfants et à d'autres pratiques néfastes.

À l'inverse, il existe des preuves solides que lorsque la nourriture est fournie à l'école par le biais d'initiatives d'alimentation scolaire, cela améliore non seulement l'état nutritionnel des enfants et soutient la sécurité alimentaire des ménages, mais contribue également à augmenter la scolarisation et la fréquentation, en particulier chez les adolescentes.⁶³

RÉPONSES HUMANITAIRES

Malgré des preuves évidentes que le sexe, combiné à l'âge, à la capacité (handicap) et à d'autres facteurs façonne fondamentalement la vulnérabilité et les expériences de l'insécurité alimentaire des individus, cela est souvent négligé dans les réponses humanitaires aux crises alimentaires. De plus, les réponses négligent souvent les besoins spécifiques, les risques et les fardeaux auxquels sont confrontées les filles et les femmes, et ne reconnaissent pas leurs capacités.

Des données ventilées par sexe et par âge sont essentielles pour comprendre qui est affecté, où, quand, pourquoi et comment. Pourtant, les angles morts des ensembles de données mondiaux sur le genre, l'âge et l'insécurité alimentaire se reflètent souvent au niveau des réponses spécifiques aux

crises alimentaires.⁶⁴ Les données ventilées par sexe et par âge ne sont toujours pas collectées et communiquées de manière cohérente, ni utilisées pour éclairer les plans et projets de réponse.⁶⁵ Pendant ce temps, les expériences des enfants en matière de faim et d'insécurité alimentaire ne sont presque jamais prises en compte dans les évaluations ou dans les données de suivi, et la plupart des collectes de données liées à l'insécurité alimentaire des enfants sont centrées sur des mesures anthropométriques de la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans. Les enfants d'âge scolaire et les adolescents ont été qualifiés de « population oubliée » dans la littérature sur la sécurité alimentaire.⁶⁶

Ces lacunes ont un effet négatif sur la capacité des réponses humanitaires aux crises alimentaires à répondre aux besoins des filles et des femmes⁶⁷ et à assurer la protection et le bien-être des enfants. Les adolescents, en particulier les adolescentes, sont souvent négligés par les réponses de sécurité alimentaire et de protection de l'enfance et tombent dans les lacunes des services pour les enfants et les femmes.⁶⁸

Lors des interventions d'urgence, les programmes de violence sexuelle,⁶⁹ de la protection de l'enfance,⁷⁰ d'éducation⁷¹ et de SDR⁷² sont systématiquement sous-financés et sous-priorisés. Alors que l'insécurité alimentaire mondiale continue de s'aggraver et que le financement global ne parvient pas à répondre aux besoins, il est urgent de remédier à ces déficits de financement, tout en veillant à ce que le financement humanitaire global suive l'ampleur des besoins et intègre le genre et la protection comme éléments centraux à la réponse à la crise de la faim dans tous les pays.



Une jeune fille de 8 ans recueille de l'eau en Haïti © Plan

RÉPONSE DE PLAN INTERNATIONAL

Plan International a déclaré une alerte rouge pour faire face à la crise de la faim. L'organisation travaille dans des pays prioritaires tels que le Burkina Faso, l'Éthiopie, Haïti, le Kenya, le Mali, le Niger, la Somalie et le Soudan du Sud en intensifiant les efforts de réponse tels que les distributions de nourriture, l'aide en espèces et en bons, les repas scolaires, le dépistage de la malnutrition et la supplémentation nutritionnelle. Plan International intègre et incorpore également des activités de protection de l'enfance sensibles au genre dans les programmes de sécurité alimentaire. Outre les interventions vitales, les activités de protection et de soutien des moyens de subsistance sont intensifiées.

Dans chaque pays, la réponse humanitaire est adaptée en fonction des résultats de l'analyse rapide de genre. Plan International s'engage à ce que toutes les interventions soient, au minimum, sensibles au genre et, dans la mesure du possible, à contribuer à un changement transformateur en matière de genre. Comprendre la dynamique du pouvoir, l'accès aux ressources et leur contrôle, ainsi que la façon dont les normes et stéréotypes de genre sont intégrés dans la vie quotidienne est essentiel pour répondre aux besoins spécifiques et aux risques de protection qui affectent différemment les filles, les garçons et les adolescents.

ÉTUDE DE CAS 1 PROGRAMMES DE REPAS SCOLAIRES



Des filles mangent leur déjeuner à l'école primaire du comté de Kilifi, au Kenya. © Plan International

Les programmes de repas scolaires ou les activités d'alimentation scolaire consistent à fournir aux enfants un petit-déjeuner, un déjeuner ou les deux, pendant qu'ils sont à l'école ou sous forme de rations à emporter. Les repas pris à l'école sont préparés à l'école, dans la communauté ou sont livrés à partir de cuisines centralisées. Le plus souvent possible, la nourriture est achetée localement.

Les repas scolaires peuvent être une intervention puissante pour soutenir la nutrition des enfants et leur apprentissage, tout en offrant un filet de sécurité important pour les ménages en situation d'insécurité alimentaire. Les repas scolaires incitent fortement les parents et les tuteurs à envoyer leurs enfants à l'école et peuvent réduire les disparités entre les sexes dans les résultats scolaires.⁷³ Les programmes de repas scolaires attirent les enfants - en particulier les filles - dans les écoles et les encouragent à rester.⁷⁴

La durabilité à long terme est une considération essentielle - la School Meals Coalition, lancée en 2021, est une initiative gouvernementale visant à mener des actions qui aident les gouvernements et leurs partenaires à améliorer ou à rétablir des programmes nationaux et durables de repas scolaires dans le cadre des systèmes nationaux. Son objectif est que chaque enfant ait la possibilité de recevoir un repas sain et nutritif à l'école d'ici 2030.⁷⁵

Parmi les pays inclus dans ce rapport, Plan International met en œuvre des programmes de repas scolaires au Kenya, en Éthiopie et au Soudan du Sud. En 2022, Plan International Kenya, par exemple, a aidé plus de 22 500 enfants dans quatre comtés avec un repas chaud à midi. Alors que la crise de la faim continue de s'aggraver, ce programme est intensifié pour atteindre plus d'enfants sur une zone plus large.

ÉTUDE DE CAS 2

INTÉGRATION DE LA PROTECTION DANS LES PROGRAMMES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELS AU SOUDAN DU SUD

Le Soudan du Sud connaît des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire.⁷⁶ Elle reste également l'une des crises de protection les plus graves au monde ; on estime que 5,2 millions de filles, de femmes, de garçons et d'hommes devraient faire face à des risques de protection et à des violations en 2022.⁷⁷ Plan International Soudan du Sud travaille à Pibor, l'une des régions les plus touchées, où la détérioration de la situation de la sécurité alimentaire augmente rapidement les risques de protection de l'enfance et de violence sexuelle et sexiste pour les enfants et les adolescents, en particulier les adolescentes.

Plan International Soudan du Sud répond à la fois aux défis de l'insécurité alimentaire et de la protection à Pibor. Reconnaisant la nature interdépendante de ces défis, une série d'initiatives sont mises en œuvre pour intégrer les besoins de protection dans les programmes d'aide alimentaire et de nutrition.

- Des comités de gestion de projet ont été créés dans tous les points de distribution alimentaire pour superviser la gestion des programmes d'aide alimentaire. Reconnaisant que les distributions alimentaires s'accompagnent souvent de risques de protection pour les enfants et les femmes, les comités de gestion de projet travaillent avec le personnel Genre et protection de Plan International pour identifier les principaux problèmes de protection affectant les enfants et les femmes sur les sites de distribution et les centres de nutrition ainsi que sur le chemin du retour. Les risques de protection identifiés comprenaient les enfants perdus dans les foules ou obligés de porter de la nourriture et les hommes harcelant les femmes pendant les distributions.



Monica fait la queue pour la distribution de nourriture à Rumbek, Sud-Soudan.
© Plan International / Peter Caton

- Des bureaux d'assistance ont été mis en place dans les points de distribution alimentaire et les centres de nutrition pour permettre aux participants au programme d'identifier les problèmes de protection. Les problèmes soulevés par les bureaux d'assistance comprennent les problèmes d'exploitation des enfants, les cas de violence liée au genre et l'identification des enfants à risque. Le personnel des bureaux d'assistance a été formé sur les systèmes d'orientation en place à Pibor pour la protection de l'enfance et les cas de VBG et les ONG⁷⁸ locales aident à l'identification et à l'orientation des cas de VBG et des enfants associés aux forces armées et aux groupes armés. Les enfants non accompagnés et séparés sont assistés pour s'inscrire à l'assistance alimentaire.

Un enseignement clé de ces initiatives a été l'importance d'avoir différents mécanismes pour la rétroaction et les plaintes de la communauté.

Plan International Soudan du Sud a également pris un certain nombre d'autres mesures pour intégrer les besoins de protection dans la programmation de l'assistance alimentaire, notamment : donner la priorité aux cas de protection les plus vulnérables lors de la sélection des participants aux programmes de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance ; planifier et mettre en œuvre des distributions de nourriture pendant les heures de clarté ; sélectionner des points de distribution alimentaire et des sites de nutrition en consultation avec les membres de la communauté pour s'assurer qu'ils sont accessibles, sûrs et sécurisés ; relier les comités de gestion de projet aux réseaux communautaires de protection de l'enfance ; et la gestion d'espaces adaptés aux enfants dans les sites de nutrition, qui servent de mécanisme pour protéger les enfants contre les abus, l'exploitation et la violence.

CONCLUSIONS

ACCÈS GENRÉ À LA NOURRITURE

Bien que toutes les communautés couvertes par ce rapport soient confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire, les RGA fournissent des preuves que certains ménages et individus sont confrontés à des obstacles plus importants à l'accès à la nourriture que d'autres. Dans les trois pays du Sahel central, les ménages dirigés par des femmes, des enfants et des personnes handicapées ont été identifiés comme étant particulièrement exclus de l'accès aux ressources alimentaires disponibles. Au Burkina Faso et au Mali, ces facteurs de vulnérabilité se recoupent avec le déplacement - les résultats de l'enquête indiquent que les ménages déplacés internes ont moins accès à la nourriture que ceux des communautés d'accueil, et les ménages de personnes déplacées internes (PDI) dirigés par des femmes et des enfants ont été identifiés comme étant les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Une série de facteurs ont été identifiés à travers les KII comme contribuant à cette inégalité entre les ménages, y compris leurs niveaux de pauvreté plus élevés, un accès plus faible aux terres cultivables et le fait de ne pas s'inscrire auprès des prestataires de services.

Il existe également de nombreuses preuves d'un accès différentiel à la nourriture au sein des ménages dans les RGA. Les conclusions de cinq des huit pays⁷⁹ décrivent comment les pratiques de distribution et de consommation alimentaires sexospécifiques au niveau des ménages peuvent nuire aux filles et aux femmes. Au Niger et en Éthiopie, il a été signalé dans les discussions de groupe que les filles et les femmes étaient généralement les dernières à manger au sein du ménage, tandis qu'en Haïti, au Mali, au Niger et en Éthiopie, il a été constaté que les filles et les femmes recevaient moins de nourriture que les garçons et les hommes du même ménage. En Haïti, par exemple, la majorité des participants aux discussions de groupe ont indiqué que les femmes recevaient de plus petites portions de nourriture que les hommes, et plus de la moitié ont déclaré que les filles recevaient de plus petites portions que les garçons dans le même ménage. Cette différence de portions a été attribuée à la croyance que les hommes « travaillent plus dur » que les femmes. Au Niger, il a été signalé que les filles et les femmes handicapées subissent une discrimination supplémentaire et sont réduites



Une femme collecte un kit alimentaire lors d'une distribution dans la région de Tahoua, au Niger. © Plan International / Fabien Akakpo

à la mendicité, ce qui met en évidence l'impact des facteurs de vulnérabilité croisés.

Dans certains pays,⁸⁰ il a été prouvé que la discrimination fondée sur le sexe commence tôt, les pratiques d'alimentation des nourrissons différant entre les garçons et les filles. En Haïti, par exemple, il a été rapporté dans les KII que les bébés mâles sont allaités plus longtemps pour les rendre physiquement plus forts. De même, au Niger, les groupes de discussion ont révélé une croyance selon laquelle les bébés de sexe masculin devraient être allaités différemment des bébés de sexe féminin car les garçons doivent être plus forts pour cultiver la terre et nourrir la famille.

Des restrictions alimentaires et des tabous autour de la consommation alimentaire, dont certains ont été signalés comme préjudiciables à la nutrition des filles et des femmes, ont été mentionnés dans certains pays.⁸¹ En Haïti, par exemple, les informateurs clés ont noté que les femmes enceintes ne mangent pas de « quenepes, viande, malanga, blé, ananas ». Les femmes qui allaitent ne mangent pas de « canne à sucre, manioc, vrai arbre, arbre de la paix ». Il a été rapporté que le fait d'éviter ces aliments, affecte l'état nutritionnel des femmes et des filles par rapport à celui des hommes et des garçons. Des tabous alimentaires sexospécifiques, qui affectent de manière disproportionnée la nutrition des filles et des femmes, ont également été constatés au Niger et au Mali.

Les groupes de discussion menés au Burkina Faso, au Mali et au Niger ont spécifiquement exploré les perspectives et les attitudes des garçons et des jeunes hommes. À travers et entre les pays, une image mitigée a émergé, les résultats suggérant que bien que les attitudes discriminatoires liées au genre concernant l'accès à la nourriture soient présentes chez les jeunes hommes, elles ne sont pas universellement répandues et ne sont pas non plus incontestées. Au Burkina Faso, par exemple, alors qu'environ un tiers des garçons et des hommes dans les groupes de discussion ont

convenu que les garçons et les hommes devraient parfois ou toujours être prioritaires pour les repas, une majorité a convenu qu'ils ne devraient jamais être prioritaires. De plus, près de la moitié des jeunes hommes des groupes de discussion au Burkina Faso ont déclaré qu'ils défient toujours le sexisme.

Au Niger, cependant, où les hommes des groupes de discussion ont été interrogés sur les comportements discriminatoires liés au genre avant et pendant la crise, il a été constaté que la proportion d'hommes interrogés qui pensent que les hommes et les garçons devraient être prioritaires en cas de pénurie alimentaire a augmenté depuis le début de la crise. De plus, il a été constaté que la discrimination à l'égard des filles et des femmes en matière d'accès à la nourriture est beaucoup plus prononcée dans les zones fragiles et touchées par les conflits telles que Diffa et Tillabéri. Cette constatation a été reprise dans des groupes de discussion en Éthiopie, qui ont signalé que les normes sociales qui

discriminent les filles en ce qui concerne l'accès à la nourriture ont été renforcées par la crise alimentaire et que la discrimination et les inégalités ont augmenté.

Malgré ces pratiques discriminatoires, il a été reconnu par les personnes interrogées que les filles et les femmes ont des besoins nutritionnels spécifiques et accrus et, dans certains cas, sont plus vulnérables à la malnutrition. Les groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs clés au Burkina Faso, au Mali et en Haïti ont indiqué qu'il était largement reconnu que les filles et les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les enfants et les personnes handicapées, étaient particulièrement vulnérables à la malnutrition et que leurs besoins nutritionnels n'étaient pas satisfaits. Les répondants aux discussions de groupe en Haïti et les informateurs clés au Mali ont spécifiquement mentionné les filles et les femmes rencontrant de plus grandes difficultés pour allaiter leurs bébés en raison de la malnutrition.

VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

Dans presque toutes les RGA, il a été signalé que les incidences de la violence sexiste (VBG) ont augmenté depuis le début de la crise actuelle.⁸² Bien que dans la plupart des cas, les données formelles de signalement de la VBG ne soient pas disponibles, des proportions notables de répondants à l'enquête et d'informateurs clés dans la plupart des pays pensaient que les incidences de viol, de violence domestique, de mutilation/excision génitale féminine, de mariages d'enfants, de mariages précoces et forcés et de harcèlement sexuel, entre autres violations de la protection, étaient en augmentation. En Éthiopie, où des données au niveau local sur les cas de VBG signalés étaient disponibles, une augmentation des cas de VBG, en particulier des cas de viol et de mariage précoce et forcé, a été signalée. Une augmentation des cas de viol était également le problème de sécurité le plus signalé parmi les répondants à l'enquête en Somalie, tandis qu'environ un tiers des filles des groupes de discussion ont déclaré que la violence sexuelle était le problème de sécurité le plus important auquel elles étaient confrontées.⁸³

L'une des manières notables par lesquelles la crise alimentaire augmente l'exposition des filles et des femmes à la violence sexuelle dans les espaces publics est l'augmentation des demandes qui leur sont faites pour collecter de la nourriture, de l'eau et du bois de chauffage. Dans les trois pays touchés par la sécheresse dans la Corne de l'Afrique et en Haïti, il a été signalé dans des groupes de discussion que les filles et les femmes doivent parcourir des distances

toujours plus grandes et passer plus de temps à aller chercher de l'eau à mesure que la sécheresse progresse, et que les trajets pour aller chercher de l'eau et du bois de chauffage sont peu sûrs. En Somalie, parmi les répondants à l'enquête qui avaient traversé la frontière depuis l'Éthiopie, la majorité ont indiqué que le manque d'eau était un problème de protection critique pour les filles et les femmes, car elles devaient parcourir de longues distances pour aller chercher de l'eau.

Au Kenya et en Somalie, les filles et les femmes des groupes de discussion ont décrit des déplacements en groupe pour aller chercher de l'eau et du bois de chauffage afin d'atténuer les risques, et en Somalie, certains ménages préféraient utiliser du charbon de bois plutôt que du bois de chauffage pour cuisiner afin d'atténuer les risques de violences sexuelles.



Nous avons eu un cas signalé d'une petite fille qui a été violée alors qu'elle ramassait du bois de chauffage, et une autre fille de 11 ans a également été violée et est morte d'une hémorragie.

KII avec un représentant du gouvernement local, Éthiopie



Les points de collecte d'eau ont également été identifiés comme des lieux où les filles et les femmes subissent des violences. En Haïti, il a été signalé que des filles et des femmes sont physiquement maltraitées sur les sites de collecte d'eau, tandis qu'au Soudan du Sud, un cortège de problèmes de sécurité autour des points d'eau ont été décrits lors des discussions de groupe avec des femmes et des hommes, notamment des disputes fréquentes, des voleurs armés, des viols, ainsi que la peur de contracter des maladies dues à des conditions de saleté.

La pénurie d'eau augmente également la concurrence pour l'eau et les temps d'attente aux points d'eau ; au Kenya, les temps d'attente aux points d'eau dans la zone étudiée ont doublé depuis la sécheresse et sont désormais en moyenne de 90 à 120 minutes.⁸⁴ En réponse aux longues attentes pour l'eau, les participants en Éthiopie ont déclaré se déplacer pour aller chercher de l'eau la nuit, ce qui augmente leur exposition à la violence sexuelle et d'autres risques :



Parcourir de longues distances la nuit est très risqué pour nous. Les jeunes filles et les femmes sont exposées à des risques de violence sexuelle, y compris le viol, et elles sont menacées par les animaux sauvages dangereux comme les hyènes. Cependant, la plupart du temps, nous préférons aller aux sources d'eau la nuit juste pour éviter la concurrence et obtenir de l'eau.

Participant à la FGD, Éthiopie.



Au Kenya, il a également été noté que les filles ont un rôle à jouer dans la garde du bétail et qu'avec la sécheresse, les distances parcourues par le bétail à la recherche de pâturages augmentent également. Passer de longues périodes dans les champs sans sécurité a été identifié comme un problème de sécurité majeur pour les filles, qui sont exposées au harcèlement sexuel et au viol, mais présente également des risques pour les garçons et les hommes âgés.

LA VIOLENCE CONJUGALE

Plusieurs RGA ont souligné le lien entre la violence conjugale et la crise alimentaire. Au Burkina Faso et au Mali, des augmentations de la violence conjugale contre les filles et les femmes ont été constatées, notamment une augmentation des passages à tabac, des insultes, de la violence psychologique et émotionnelle, des fugues, du déni de dialogue et de la privation de nourriture. Au Mali, une majorité de participants aux

groupes de discussion ont signalé une augmentation des cas de violence conjugale liée à des difficultés d'accès à la nourriture. Au Kenya et en Somalie, la violence au foyer a également été identifiée comme une source d'insécurité pour les filles et les femmes.



En effet, avec le manque de nourriture, il est souvent difficile pour les couples de se comprendre. Cela conduit souvent à des dérapages dans les familles.

FGD avec des garçons, Burkina Faso

Les femmes demandent toujours de la nourriture, et le mari, par manque de moyens, la gronde ou l'insulte et ils peuvent se tabasser, ce qui conduit parfois les femmes à s'enfuir de chez elles

participant FGD, Niger



Les discussions avec les garçons et les jeunes hommes ont également indiqué que la violence contre les femmes est répandue dans les ménages. Au Niger, la grande majorité des garçons et des hommes des groupes de discussion ont déclaré avoir eu recours à la violence contre les filles et les femmes, et au Burkina Faso, une majorité de garçons et d'hommes des groupes de discussion ont déclaré que la violence physique envers les filles ou les femmes avait augmenté depuis le début de la crise.

Alors que l'insécurité alimentaire et le stress et l'anxiété associés peuvent avoir exacerbé les risques de violence entre partenaires intimes, le problème était préexistant et fortement lié aux normes sociales patriarcales, aggravé par l'impunité des auteurs. Au Mali, par exemple, il a été souligné que le système social, qui prône la tolérance, le pardon et la soumission de la femme à son mari et permet la domination des hommes, fait que la violence conjugale est tolérée et fait croire à certains hommes qu'ils ont droit de vie ou de mort sur leurs épouses. Le manque d'autonomie financière des filles et des femmes a également été cité comme un facteur augmentant le risque de violence conjugale.

EXPLOITATION SEXUELLE

La faim et l'insécurité alimentaire augmentent les risques d'exploitation sexuelle - l'incapacité de satisfaire les besoins fondamentaux place les filles et les femmes dans une position de vulnérabilité aiguë et elles peuvent avoir peu d'options pour obtenir de la nourriture ou de l'argent autres que la vente

ou l'échange de faveurs sexuelles. Des exemples d'exploitation sexuelle ont été signalés dans la plupart des pays de ce rapport. Au Niger, par exemple, il a été signalé par des garçons et des hommes dans des groupes de discussion dans toutes les régions étudiées que certains hommes achetaient du sexe, et que cela a augmenté depuis le début de la crise. Lors de discussions avec des garçons et des jeunes hommes au Burkina Faso, plus de la moitié ont déclaré avoir observé parfois ou souvent des filles et des jeunes femmes exploitées sexuellement dans le cadre de la vente ou de l'échange de services sexuels.

Les déséquilibres de pouvoir sont amplifiés dans les situations d'insécurité alimentaire. Des exemples ont été cités où des hommes ayant un pouvoir relatif utilisaient la situation pour exploiter les filles et les jeunes femmes. En Haïti, par exemple :



Les filles et les jeunes femmes font le plaisir des hommes de la capitale ou de l'étranger parce qu'ils ont de l'argent. Ils viennent passer du temps dans la région. Ils les exploitent sexuellement... c'est triste de voir des filles de 14, 15 et 16 ans avec des hommes de plus de 30 ans sur la plage de Marigot.

Participant au FGD, Haïti



En Éthiopie, il a été rapporté dans les KII que les filles et les jeunes femmes sont exposées à l'exploitation sexuelle par les gardes de sécurité des camps de déplacés. En conséquence, certaines jeunes femmes sont tombées enceintes et il y a un nombre accru de mères célibataires dans le camp.



Certaines jeunes femmes ... engagées dans des relations sexuelles avec les gardes de sécurité du camp qui sont chargés de protéger le refuge, ils maintiennent la relation en faisant de fausses promesses aux jeunes filles de les soutenir et de les épouser à l'avenir, cependant, ils quittent l'endroit sans laisser de trace après avoir fécondé les femmes

KII avec un responsable du gouvernement local, Éthiopie



La séparation des familles due à la migration provoquée par l'insécurité alimentaire augmente également les risques d'exploitation sexuelle des filles et des femmes. En Haïti, par exemple, l'exploitation sexuelle était liée au fait que la migration a laissé de nombreux ménages dirigés par des femmes ou des enfants, et que les femmes ont du mal à élever seules leurs enfants. Le lien entre l'exploitation sexuelle et les grossesses non désirées a été mis en évidence dans les groupes de discussion en Haïti - il a été signalé que dans certains cas, lorsque les mères vendent des services sexuels pour répondre aux besoins de leurs enfants, elles retombent enceintes.

ACCÈS À LA JUSTICE ET SOUTIEN AUX SURVIVANTS

Dans de nombreux contextes, l'impunité des auteurs de violence à l'égard des filles et des femmes a été signalée comme un facteur de violence, aux côtés de normes sociales néfastes. Au Mali, par exemple, les personnes interrogées ont décrit comment la plupart des cas de viol n'étaient pas officiellement signalés et étaient plutôt traités de manière informelle par les familles et les communautés. De même, en Éthiopie, il a été rapporté dans les KII que les normes sociales signifient qu'il est tabou de divulguer des expériences de viol, en particulier pour les femmes âgées et mariées. En conséquence, les cas ne sont pas signalés et les victimes de violences sexuelles vivent avec un traumatisme sans chercher de soutien. Au Soudan du Sud, lors de groupes de discussion avec des femmes et des hommes, il a été signalé que les survivantes sont souvent forcées d'épouser des hommes qui les ont violées, ce qui décourage davantage les signalements.

Dans les pays où les répondants ont été interrogés sur les structures de signalement des violations de la protection, un tableau mitigé est apparu. En Haïti, par exemple, les structures de protection communautaires dans la zone étudiée étaient très limitées, étaient souvent dirigées par des hommes avec peu de participation des femmes ou des enfants. En conséquence, les répondants ont signalé que les filles et les femmes manquent de confiance dans ces structures et qu'elles ne servent pas leur objectif. Les survivants de la violence en Haïti craignent les représailles et ne parlent pas, et quittent souvent la région. Au Kenya, il a été conclu que bien que des structures de signalement existent, elles sont incapables de gérer, compte tenu de l'incidence croissante des violations de la protection. L'accès aux structures de signalement est particulièrement difficile pour les filles et les femmes qui ont été déplacées ; En Somalie, 68 % des personnes⁸⁵ interrogées ont indiqué qu'il n'y avait nulle part où les filles et les femmes qui avaient traversé la frontière pouvaient signaler les violations de la protection.

Un manque d'application de la loi et des systèmes judiciaires faibles ou inexistants ont été mentionnés à la fois en Haïti et au Soudan du Sud, ce qui signifie que les survivants n'ont pas accès à la justice et que l'impunité est encouragée. En Somalie, les participants aux groupes de discussion ont indiqué qu'aucun service juridique formel n'est disponible pour les cas de VBG, mais qu'il existe plutôt des structures de litige traditionnelles.

Les services médicaux, y compris la prise en charge clinique du viol et le soutien psychosocial, sont essentiels pour les victimes de violences sexuelles, mais plusieurs RGA ont décrit les services pour les victimes de violences sexuelles comme faibles ou absents. En Somalie, par exemple, 48 % des personnes interrogées⁸⁶ ont indiqué que les services destinés aux victimes de violences sexuelles et sexistes n'étaient pas disponibles. En Haïti, il a été signalé que les services se trouvent dans les villes, loin des zones étudiées. Il a également été mentionné que les services disponibles ne sont pas inclusifs pour les personnes handicapées. En Éthiopie, alors qu'un « centre à guichet unique » fournissant des services médicaux, juridiques et psychosociaux gratuits aux survivants de la violence sexuelle était présent dans la zone étudiée, les informateurs clés ont indiqué qu'il ne disposait pas de ressources suffisantes et qu'il était incapable de répondre aux besoins des survivants.

En Haïti et au Kenya, les personnes interrogées ont signalé de faibles niveaux de connaissance de la disponibilité des services pour les survivants et une réticence à accéder aux services disponibles ; au Kenya, seulement 10 pour cent⁸⁷ des personnes interrogées avaient connaissance des services et la stigmatisation et la peur ont fait que de nombreuses personnes n'étaient pas disposées à rechercher des services.

IMPACTS DES CONFLITS, DE L'INSÉCURITÉ ET DES DÉPLACEMENTS

Dans tous les pays de ce rapport, la crise alimentaire est étroitement liée aux conflits et à l'insécurité sous une forme ou une autre, ce qui entraîne des risques pour la sécurité de tous les membres de la communauté. Alors que les filles et les femmes sont confrontées à des risques de protection dans tous les domaines, y compris au sein de leur propre foyer, les conflits et l'insécurité amplifient les risques de violence auxquels elles sont confrontées à l'extérieur du foyer et rendent presque tous les espaces dangereux.

Au Kenya, les attaques des communautés voisines et des bandits ont été mentionnées dans les groupes de discussion comme des problèmes de sécurité majeurs pour les filles et les femmes, tandis qu'au Soudan du Sud, les vols de bétail, qui ont été cités comme la

principale cause des conflits intercommunautaires et intertribaux, entraînent des violences sexuelles envers les filles et les femmes, ainsi que d'autres risques, y compris le déplacement temporaire. Au Mali, le conflit et l'insécurité ainsi que la présence de groupes armés ont accru les préoccupations en matière de protection, en particulier pour les filles et les femmes. Depuis le début du conflit au Mali, l'utilisation du viol à caractère ethnique comme arme de guerre a été exacerbée et la police et d'autres services de sécurité sont de plus en plus impliqués dans la violence.

Dans plusieurs des contextes évoqués dans ce rapport, des personnes ont été déplacées, souvent en raison d'une combinaison d'insécurité alimentaire, de sécheresse ou d'inondations et de conflits. De nombreuses RGA mettent en évidence les façons dont le déplacement augmente les risques de protection pour les filles et les femmes. Au Burkina Faso, en Somalie et en Éthiopie, les déplacés internes seraient plus vulnérables à la VBG en raison de niveaux de pauvreté plus élevés, de plus grandes difficultés d'accès à la nourriture, à l'eau et au bois de chauffage, et de l'insuffisance des abris, de l'éclairage et des toilettes dans les sites de déplacement, ce qui expose filles et femmes à la violence sexuelle. En Somalie, parmi les répondants à l'enquête qui ont signalé qu'il existe des problèmes de protection pour les femmes et les filles déplacées, la mauvaise qualité des abris a été signalée comme une préoccupation par la majorité des répondants, en particulier en raison de la congestion et des espaces partagés.

En Éthiopie, les déplacements et les migrations associés à la sécheresse contribuent à une augmentation de la traite des filles et des jeunes femmes provenant à la fois des communautés déplacées internes et des communautés d'accueil. Des informateurs clés ont signalé que les personnes touchées par la sécheresse se déplacent vers les zones urbaines et sont obligées de vivre dans des abris non protégés, souvent dans la rue, ce qui à son tour augmente l'exposition des enfants, et en particulier des filles, aux abus et à la violence sexuels, et aux risques de trafic.



En particulier les jeunes filles âgées de 14 à 17 ans qui vivent dans la rue sont très vulnérables à la VBG et à la traite, la fermeture des écoles a également fortement contribué à l'augmentation de la VBG dans la région

KII avec un responsable du gouvernement local, Éthiopie



Les réponses à l'enquête au Mali ont mis en évidence une série de défis auxquels sont confrontées les personnes déplacées qui peuvent accroître les risques d'insécurité et de protection auxquels elles sont confrontées. 68 pour cent des personnes interrogées ont mentionné que les PDI n'avaient pas accès à l'emploi, 41 pour cent ont signalé une séparation familiale et 37 pour cent ont mentionné que les PDI manquaient d'informations sur l'assistance.⁸⁸



Oui, les viols se multiplient parce que nous sommes livrés à nous-mêmes et qu'il n'y a personne pour aider les déplacés ; oui, ce sont les déplacés internes qui sont les plus touchés, surtout les femmes et les filles. Elles sont violées, battues et blessées.

FGD avec des filles, Burkina Faso



Un impact largement rapporté de l'insécurité dans les espaces publics est la restriction de la liberté de mouvement des filles et des femmes. Les RGA du Mali,

du Niger, de la Somalie et du Soudan du Sud ont tous mentionné que la capacité des filles et des femmes à se déplacer librement à l'intérieur et à l'extérieur de leurs communautés avait été restreinte, ce qui limitait leurs possibilités de participation en dehors du foyer et leur capacité à accéder aux services.

Les limites à la liberté de mouvement ont été largement attribuées à l'insécurité - au Mali, 86 %⁸⁹ des personnes interrogées ont identifié cela comme le principal facteur limitant la liberté de mouvement des filles et des femmes, tandis qu'au Soudan du Sud, les participants aux groupes de discussion ont expliqué que la liberté de mouvement des filles et des femmes est particulièrement réduite pendant les périodes de vol de bétail. Cependant, l'influence des normes sociales était également évidente - en Somalie, par exemple, « l'acceptation culturelle » était le facteur le plus cité limitant le mouvement des filles et des femmes parmi les répondants à l'enquête. Il convient également de noter que si dans certains contextes, notamment au Soudan du Sud et au Mali, il a été noté que les garçons sont également confrontés à des risques de protection et que leur liberté de mouvement est également limitée dans certaines situations, dans les RGA, les limitations mentionnées affectent massivement les filles et les femmes.

LES STRATÉGIES D'ADAPTATION

RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Face aux pénuries alimentaires, les ménages réduisent leur consommation alimentaire dans un souci de faire durer la nourriture disponible. Les RGA du Burkina Faso, du Mali et du Kenya ont tous décrit comment les familles rationnent la nourriture, mangent de plus petites portions, réduisent le nombre de repas pris par jour ou mangent des aliments moins chers, nutritifs ou moins appropriés. Au Kenya, par exemple, 92 % des personnes interrogées ont des portions limitées et 93 % ont réduit le nombre de repas consommés au moins une fois au cours de la semaine précédente.⁹⁰ Au Kenya et au Burkina Faso, il a été expliqué que ces stratégies visent à garantir que les enfants aient suffisamment à manger. Bien que ces résultats décrivent des stratégies au niveau des ménages, lorsqu'ils sont considérés dans le contexte des résultats sur les pratiques de distribution alimentaire sexospécifiques au sein des ménages, en particulier là où les filles et les femmes mangent moins et mangent en dernier, ces stratégies d'adaptation sont susceptibles de nuire davantage à la nutrition des filles et des femmes.

Il a également été prouvé que les stratégies d'adaptation mettent à rude épreuve ou compromettent la résilience à long terme. Au Soudan du Sud, il a été mentionné que les gens consomment des stocks de semences destinés à la prochaine saison de plantation. Emprunter de la nourriture à des amis, des voisins ou des parents a également été mentionné comme une stratégie au Kenya, au Soudan du Sud et en Éthiopie ; au Kenya, 95 % des personnes interrogées⁹¹ ont emprunté de la nourriture au moins une fois au cours de la semaine dernière. En Éthiopie, cependant, il a été mentionné que les systèmes traditionnels de soutien social, qui permettent aux gens d'épargner et d'emprunter de l'argent, des céréales et de la nourriture, se sont effondrés face à la crise.

MARIAGES D'ENFANTS, PRÉCOCES ET FORCÉS

Une stratégie d'adaptation largement rapportée, qui affecte exclusivement les filles, était le mariage d'enfants, précoce et forcé (CEFM). Dans plusieurs pays inclus dans ce rapport, cette pratique néfaste était déjà courante avant la crise. Cependant, il y avait des preuves que la crise de la faim exacerbe les risques pour les filles d'être mariées tôt. Les RGA

du Mali, du Niger et de l'Éthiopie ont spécifiquement mentionné que le nombre de CEFM avait augmenté dans le contexte de la crise actuelle ⁹²

Les raisons invoquées pour justifier le mariage précoce des filles portaient principalement sur la réduction de la charge des familles en réduisant le nombre de bouches à nourrir ou comme source de dot. Au Soudan du Sud, où l'engagement forcé - ou « réservation » - des filles commence dès l'âge de deux ans, le paiement de la dot a été identifié lors des discussions de groupe comme une source importante de revenus. Le CEFM a également été mentionné comme un moyen de protéger les filles, y compris contre les grossesses hors mariage. En Éthiopie et au Mali, les fermetures d'écoles ont été notées comme étant un facteur exacerbant les taux de CEFM. En Éthiopie, lors des groupes de discussion, les filles elles-mêmes ont décrit le mariage comme un moyen de faire face et d'accroître leur propre sécurité alimentaire.

Les preuves provenant des pays où le CEFM est pratiqué illustrent l'impact néfaste de la pratique sur la santé, la protection et le bien-être des filles. Le CEFM conduit souvent à des grossesses précoces et fréquentes, avec les risques associés de complications et de décès maternels et infantiles. Au Niger, par exemple, 36 % des adolescentes âgées de 15 à 19 ans sont enceintes ou ont déjà accouché. ⁹³ Il a également été noté que les filles qui sont mariées tôt sont souvent retirées de l'école, manquent de pouvoir décisionnel au sein de leur nouveau foyer et sont exposées à un risque accru de violence conjugale. Au Soudan du Sud, il a été signalé lors de FDG avec des adolescentes que certaines filles mariées se sont enfuies de chez elles, les laissant vulnérables à l'exploitation sexuelle.

RÉPONSES AUX MOYENS DE SUBSISTANCE

Dans tous les pays inclus dans ce rapport, il y avait des preuves que la crise de la faim oblige à changer les moyens de subsistance ; les ménages doivent compléter et diversifier leurs sources de revenus pour joindre les deux bouts. Il est clair que dans tous les contextes, les options de subsistance, ainsi que les risques et les fardeaux qui y sont associés, sont façonnés à la fois par le sexe et l'âge. Des risques importants liés au genre pour la protection des enfants, y compris le travail des enfants, ont été mis en évidence dans la plupart des contextes.

Dans certains contextes, les conditions liées à la crise, telles que la sécheresse ou le conflit, signifient que les activités de subsistance précédentes ne sont plus possibles ou sont plus difficiles. En Haïti, par exemple, les mauvaises récoltes dues à la sécheresse ont interrompu les activités agricoles, et l'insécurité croissante, en particulier autour de Port-au-Prince, limite la capacité des femmes et des hommes à se déplacer et à commercer. En conséquence, de nombreux

hommes travaillent désormais comme chauffeurs de moto-taxi ou dans la maçonnerie. De même, au Mali, l'agriculture et l'élevage ont été perturbés par l'insécurité, incitant à recourir à des sources alternatives de revenus comme le travail journalier occasionnel.

Alors que les types spécifiques d'activités génératrices de revenus différaient selon les contextes, certains thèmes communs ont émergé. Chez les filles et les femmes, le travail domestique – chez les particuliers, ou la lessive – est fréquemment mentionné, ainsi que le petit commerce et la coiffure. Comme décrit ci-dessus, il y avait également des preuves de plusieurs pays de femmes vendant ou échangeant des services sexuels. Dans de nombreux cas, il a été signalé que les filles et les femmes entreprenaient des activités génératrices de revenus nouvelles ou supplémentaires, en plus de leurs responsabilités domestiques et de soins. Chez les garçons et les hommes, le travail journalier, le petit commerce, le ramassage et le transport de pierres à vendre, la maçonnerie, les travaux agricoles, la conduite de motos-taxis et l'orpaillage ont tous été mentionnés dans au moins deux pays. Dans certains contextes, il est apparu que les efforts pour générer des revenus sapaient la résilience à long terme en vendant des actifs productifs.

Dans certains cas, les activités décrites suggèrent que les jeunes femmes et hommes possèdent ou développent des compétences et des capacités, y compris des compétences entrepreneuriales, qu'ils sont capables d'utiliser pour générer des revenus et, à leur tour, faire face à la crise alimentaire. Cependant, il était également clair que dans de nombreux cas, le manque de ressources économiques limitait la capacité des jeunes à lancer les activités de leur choix, et que l'accès limité des jeunes femmes aux ressources restreignait davantage leurs options.

Une jeune femme, qui est enceinte, s'inquiète de savoir comment elle pourra subvenir aux besoins d'un deuxième enfant, Haïti. © Plan International



Malgré la persistance des différences entre les sexes dans les activités de subsistance, même face à l'insécurité alimentaire, il y avait des preuves dans certains contextes que les rôles de subsistance selon le sexe sont en train de changer. Au Niger, il a été signalé que des filles et des femmes assumaient des rôles de production qu'elles n'avaient jamais occupés auparavant. Les filles, par exemple, sont désormais impliquées dans certaines activités auparavant exercées par les garçons, telles que la vente de paille et la main-d'œuvre agricole.

La migration, le plus souvent vers les centres urbains et dans certains cas vers l'étranger, a été mentionnée dans presque tous les pays. Les exemples de mouvement mentionnés dans les RGA allaient de la migration en tant que stratégie de subsistance intentionnelle au déplacement forcé et à la traite. Selon le contexte, il a été constaté que les femmes et les hommes, les filles et les garçons migraient comme une stratégie de subsistance délibérée, bien que dans la plupart des cas, les opportunités associées à la migration aient été façonnées par le genre. En Éthiopie et au Niger, par exemple, tant les filles et les jeunes femmes que les garçons et les jeunes hommes ont migré vers les zones urbaines – dans le cas des filles et des jeunes femmes à la recherche de travail domestique, tandis que les garçons et les jeunes hommes travaillent souvent comme journaliers.

Dans toute la Corne de l'Afrique, la sécheresse, associée à l'insécurité, provoque des mouvements massifs de population, notamment un grand nombre de personnes traversant la frontière entre l'Éthiopie et la Somalie. Au Kenya et en Éthiopie, la sécheresse provoque des déplacements de population à la recherche de pâturages, d'eau, de sécurité et de nourriture. Cependant, il est apparu que les hommes avaient une plus grande liberté de mouvement que les femmes :



... si un homme manque de nourriture, il se déplacera avec son bétail d'une zone de pâturage à une autre. Les femmes préfèrent rester dans leur village avec leurs enfants. Ainsi, elles souffriront beaucoup pour nourrir leur famille.

Participant masculin au FGD, Éthiopie



Des exemples de migration internationale en réponse à l'insécurité alimentaire ont été décrits en Haïti et en Éthiopie. En Haïti, la migration vers d'autres pays de la région, notamment la République dominicaine, le Brésil et le Chili à la recherche de travail, est répandue et particulièrement fréquente chez les

hommes. En Éthiopie, un grand nombre de filles et de jeunes femmes ont migré vers le Moyen-Orient – dont beaucoup semblent être victimes de la traite. Il a été rapporté dans les KII qu'un grand nombre de jeunes femmes sont prises dans les zones touchées par la sécheresse et envoyées dans les pays du Moyen-Orient par des « intermédiaires », et que les difficultés économiques, le déplacement et la migration des filles et des femmes vers les zones urbaines sont tous des facteurs qui augmentent l'exposition au risque de traite des filles et des femmes.

Dans tous les pays, faire face à la crise de la faim en élargissant et en diversifiant les activités de subsistance augmente les charges et les responsabilités. Bien que ces charges accrues affectent tous les membres du ménage, les rôles et responsabilités sexospécifiques signifient que l'impact sur les filles et les femmes est différent de l'impact sur les garçons et les hommes. Dans la plupart des pays, l'observation a été faite que, comme les femmes ont commencé à s'engager dans de nouvelles activités génératrices de revenus en dehors de la maison, cela a prolongé les heures de travail en plus des responsabilités domestiques et de soins, y compris la marche pour aller chercher de l'eau, de la nourriture et du bois de chauffage. Dans de nombreux cas, les charges supplémentaires pesant sur les femmes ont des répercussions sur leurs filles, qui sont appelées à aider leurs mères dans les tâches ménagères, à aller chercher de l'eau et du bois de chauffage, ainsi qu'à s'occuper de leurs frères et sœurs plus jeunes.

En Éthiopie, les participants au FGD ont signalé que les filles et les femmes éprouvaient une détresse psychologique, telle que l'anxiété, en raison de charges croissantes. Au Niger, les discussions de groupe ont révélé que le travail supplémentaire a eu un impact sur la participation des filles et des femmes aux espaces informels d'information et d'apprentissage qui existent au niveau communautaire, tels que les forums de discussion pour femmes, les groupes d'épargne et de crédit, les privant à leur tour du peu de temps qu'elles avaient utilisé auparavant pour apprendre et grandir.

Les garçons et les hommes travaillent également de plus longues heures et multiplient leurs sources de revenus, ce qui les prive à leur tour de temps de loisirs. La pression exercée sur les hommes en tant que principaux soutiens économiques, en particulier pendant la crise de la faim, était évidente au Soudan du Sud et en Éthiopie. Au Soudan du Sud, il a été mentionné dans les groupes de discussion que les hommes sont stressés, ce qui contribue aux bagarres, à l'abus d'alcool et à la violence conjugale et, bien que cela soit rare, certains hommes se sont suicidés parce qu'ils n'étaient pas en mesure de prendre soin de leur famille. En Éthiopie, les participants masculins aux discussions de groupe ont exprimé leurs sentiments de stress psychologique, de dépression et d'anxiété causés par le fait d'assumer un fardeau accru de responsabilité familiale.

Les fardeaux sont particulièrement amplifiés lorsqu'un ou plusieurs membres du ménage ont migré pour trouver du travail. Dans certaines des zones étudiées au Niger par exemple, d'où un grand nombre d'hommes ont migré, les femmes restées au pays ont décrit lors des groupes de discussion les pressions d'assumer toutes les responsabilités familiales, certaines recourant à la vente d'actifs tels que la vaisselle et d'autres effets personnels pour couvrir les frais de nourriture. En Haïti, où la migration est également plus fréquente chez les hommes, 65 % des ménages de la zone d'étude étaient dirigés par des femmes. Dans certaines familles, la crise a poussé les deux parents à migrer à la recherche d'un travail, laissant les ménages dirigés par des enfants. Cela laisse les femmes et les adolescentes plus âgées chargées d'élever seules les enfants et de gagner un revenu, ce qui les expose à un risque accru d'abus et d'exploitation.

RISQUES LIÉS AU GENRE DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE ASSOCIÉS AUX RÉPONSES AUX MOYENS DE SUBSISTANCE

De nombreuses stratégies de subsistance auxquelles on a recours pendant la crise alimentaire comportent des risques importants pour la protection des enfants et la violence liée au genre. Dans de nombreux contextes, les filles et les garçons sont engagés dans le travail des enfants. Dans plusieurs cas, il a été fait référence à des enfants impliqués dans des travaux qui seraient classés comme l'une des pires formes de travail des enfants, y compris l'exploitation sexuelle dans le contexte de la vente et de l'échange de services sexuels et l'adhésion à des groupes armés. Dans de nombreux cas, l'engagement dans le travail des enfants interférerait avec l'éducation des enfants en réduisant leur fréquentation scolaire ou en les forçant à abandonner complètement l'école.

Les enfants non accompagnés en déplacement sont particulièrement exposés aux risques de violence, d'abus et d'exploitation. Au Niger et en Éthiopie, il a été signalé que les filles qui ont migré vers les centres urbains, sans leur famille, courent un risque

élevé d'agression sexuelle, en particulier lorsqu'elles approchent des étrangers pour vendre de la nourriture dans la rue. Des informateurs clés en Éthiopie ont signalé que les filles qui sont forcées de dormir dans la rue sont particulièrement exposées au risque de traite. Au Burkina Faso et en Haïti, les risques pour les filles travaillant comme domestiques ont été mis en évidence lors des discussions de groupe. Les maisons des particuliers où elles font la lessive contre paiement ont été identifiées par les filles au Burkina Faso comme l'un des endroits les plus dangereux.



Oui. Les filles qui travaillent comme bonnes sont battues et insultées par leurs patrons. '

FGD avec des filles, Burkina Faso



Au Burkina Faso et en Haïti, les risques pour les filles et les jeunes femmes qui sont exploitées dans le cadre de la vente ou de l'échange de services sexuels, notamment les grossesses non désirées, les infections sexuellement transmissibles et la violence physique et sexuelle, ont été soulignés.

Les garçons aussi sont exposés à des risques de protection en raison des activités qu'ils exercent pour gagner leur vie. Au Mali et au Soudan du Sud, l'implication de garçons et de jeunes hommes dans des activités à haut risque telles que le banditisme, les groupes armés et les vols de bétail a été mentionnée - qui comportent toutes des risques de blessures et de décès. Au cours des discussions de groupe avec des garçons au Soudan du Sud et dans les discussions de groupe et les entretiens avec des informateurs clés au Niger, au Mali et en Éthiopie, il a été mentionné que certains garçons tombent dans la criminalité et la consommation de drogue, ce qui augmente leurs risques d'exploitation. Au Niger, les adolescents se livrent de plus en plus à des activités génératrices de revenus physiquement pénibles, telles que la collecte et le transport de pierres à vendre.

CHANGEMENT DES RÔLES ET DES RESPONSABILITÉS

Dans tous les pays inclus dans ce rapport, il était évident qu'avant la crise, les rôles et les responsabilités au niveau des ménages et des communautés étaient nettement divisés selon les sexes. Bien qu'il y ait des différences entre les contextes, les filles et les femmes assumaient la responsabilité principale des responsabilités domestiques et de soins, tandis que les garçons et les hommes avaient un rôle plus important dans les activités économiquement productives. Bien

que de nombreuses décisions au sein du ménage aient été prises conjointement par les femmes et les hommes, les hommes avaient généralement un rôle plus important dans les décisions majeures du ménage et dans la prise de décision au niveau communautaire.

Depuis la crise, alors que les rôles et les responsabilités continuent, pour l'essentiel, de se diviser selon les sexes, dans la plupart des pays, des preuves ont été



trouvées de changements dans les rôles de genre. Dans de nombreux cas, ces changements ont été provoqués par des changements apportés aux moyens de subsistance en réponse à la crise alimentaire, en particulier par la migration des membres du ménage, et par l'expérience du déplacement.

Comme décrit précédemment, dans de nombreux contextes, les filles et les femmes sont passées à des rôles plus productifs sur le plan économique en entreprenant des activités génératrices de revenus nouvelles ou supplémentaires parallèlement à leurs responsabilités domestiques et de soins. Alors que dans certains pays, il a été souligné que le travail domestique reste un domaine presque exclusivement féminin, des exemples ont été cités de changements de rôle des garçons et des hommes pour assumer davantage de responsabilités domestiques. En Somalie, par exemple, les réponses des groupes de discussion ont indiqué qu'aux côtés des filles et des femmes qui se lancent dans des activités génératrices de revenus, les hommes et les garçons sont désormais engagés dans le nettoyage de la maison, la cuisine, la garde des enfants et la collecte de bois de chauffage.

Au Kenya, des hommes âgés, qui ne peuvent plus s'occuper du bétail car les distances pour atteindre les pâturages sont trop grandes, aident désormais à s'occuper des jeunes enfants pendant que leurs mères sont loin de chez elles à la recherche de nourriture.

Pendant ce temps, en Éthiopie, dans les cas où les femmes ont émigré à l'étranger pour gagner un revenu, les hommes assument une plus grande part des responsabilités familiales et prennent soin de leurs enfants et des autres membres de la famille.

Comme un nombre croissant de femmes sont devenues chefs de famille, leurs responsabilités et leurs pouvoirs de décision au niveau du ménage ont, dans de nombreux cas, également augmenté. Au Niger et en Éthiopie, par exemple, il a été mentionné que lorsque les hommes partent pour les zones urbaines, les femmes assument la responsabilité de la gestion du ménage et de la prise de décision. Au Burkina Faso, les déplacés internes et les communautés d'accueil ont été interrogés ; les ménages dirigés par des femmes et des adolescents étaient plus fréquents parmi la population déplacée, et il a été observé que les femmes et les adolescents qui occupent ce poste sont responsables et prennent des décisions concernant l'approvisionnement et la gestion de l'alimentation et de la nutrition. En revanche, au sein de la communauté d'accueil, les hommes restent les décideurs au niveau du ménage. Ce changement a été caractérisé comme une opportunité pour les filles et les femmes de lever les tabous ou les restrictions alimentaires auxquelles elles sont confrontées en raison des normes de genre.

Dans d'autres cas, les nouvelles responsabilités au niveau du ménage présentent des défis pour les femmes au-delà de la charge de travail supplémentaire. En Haïti, par exemple, les femmes chefs de ménage ont déclaré devoir assumer le rôle de père en plus de celui de mère. Certaines femmes des groupes de discussion ont décrit avoir du mal à élever leurs fils dans cette situation, car les garçons ne respectent que ce que dit un homme.

Même lorsque les filles et les femmes ont connu un pouvoir décisionnel accru au niveau du foyer, cela ne semble pas se traduire par une prise de décision au niveau communautaire. Au Mali, par exemple, plus de la moitié des personnes interrogées ont déclaré que les femmes sont absentes des structures décisionnelles communautaires et la majorité des informateurs clés ont indiqué que la crise n'avait pas modifié les responsabilités décisionnelles communautaires.

IMPACTS SUR L'ÉDUCATION

Dans tous les pays inclus dans ce rapport, les preuves des RGA indiquent que la crise de la faim a un impact négatif sur l'éducation des enfants, et que cet impact diffère selon le sexe. Dans la plupart des cas, des données quantitatives ou qualitatives ont été présentées, montrant que la scolarisation et/ou la fréquentation scolaire ont diminué depuis le début de la crise. Dans le cas du Kenya, par exemple, la fréquentation scolaire des ménages interrogés

avait chuté de 10,4 % en moyenne depuis avant la sécheresse, passant de 61,5 % à 51,1 %.⁹⁴ Les données du Kenya indiquent également que l'écart entre les sexes dans la fréquentation scolaire qui existait avant la sécheresse a persisté ; 14,3 % des ménages interrogés ont indiqué que les filles ne sont plus scolarisées, contre 13,5 % qui déclarent que les garçons ne sont plus scolarisés.⁹⁵ La Somalie était la seule exception à cette tendance ; les données

de l'enquête ont suggéré que la fréquentation scolaire dans la zone étudiée avait augmenté depuis la sécheresse - un résultat attribué à la fourniture conditionnelle d'une aide en espèces à usages multiples aux ménages.

Les données d'autres pays suggèrent également que, si l'éducation des garçons et des filles a été affectée par la crise alimentaire, l'éducation des filles a été dépriorisée de manière disproportionnée. Au Mali, par exemple, les résultats des entretiens avec des informateurs clés suggèrent fortement que l'éducation des filles a été fortement affectée par la crise alimentaire. Parmi les garçons et les jeunes hommes au Burkina Faso, près de la moitié des personnes interrogées dans les groupes de discussion pensaient que l'éducation des filles devrait être suspendue une partie ou tout le temps en raison de la crise de la faim. Il y avait aussi des preuves que les filles elles-mêmes renoncent à donner la priorité à l'éducation dans le contexte de la crise de la faim. Dans aucun des groupes de discussion avec des filles ou des jeunes femmes au Mali, par exemple, l'éducation n'a été identifiée comme une activité à laquelle du temps devrait être consacré, et au Niger et en Haïti, il a été signalé dans les groupes de discussion que les filles et les garçons perdent tout intérêt pour leurs études.

Les raisons invoquées pour expliquer l'abandon scolaire des enfants étaient similaires dans la plupart des pays et clairement liées aux stratégies d'adaptation des moyens de subsistance des familles. Dans la majorité des pays, la nécessité pour les enfants de subvenir aux besoins de la famille par le biais d'activités génératrices de revenus et/ou de travaux domestiques a été mentionnée. Les RGA du Kenya, du Niger, d'Éthiopie, du Soudan du Sud et d'Haïti ont tous trouvé des preuves que les demandes domestiques étaient plus élevées pour les filles que pour les garçons. En Haïti et en Éthiopie, la tâche de collecter de l'eau a été spécifiquement citée lors des groupes de discussion et des entretiens avec les informateurs clés comme une raison pour laquelle les enfants sont en retard ou absents à plusieurs reprises de l'école.

Les mariages d'enfants, précoces et forcés et les grossesses précoces ont également été mentionnés au Soudan du Sud, au Niger et en Haïti comme des facteurs contribuant à l'abandon scolaire des filles, tandis qu'au Soudan du Sud, les normes de genre découragent davantage l'éducation des filles. Au cours des discussions de groupe, il a été signalé que, comme les filles instruites attirent moins de dot ou de prix de la mariée car on pense qu'elles produiront moins d'enfants, la décision est généralement prise de marier les filles tôt plutôt que de les envoyer à l'école.

Une autre raison invoquée pour retirer les enfants de l'école, mentionnée en Haïti, en Somalie et au Kenya, était le manque d'argent pour les frais de scolarité. Au Kenya, le manque d'argent pour les frais était lié à la

perte de bétail pendant la sécheresse. La réponse aux conditions de sécheresse a également été un facteur en Éthiopie, où des informateurs clés ont expliqué que la migration des familles à la recherche de sources d'eau et de pâturages pour leur bétail conduit les enfants à abandonner l'école.

Dans les contextes touchés par les conflits et l'insécurité, en combinaison avec la crise alimentaire, il existait des défis supplémentaires pour l'éducation des enfants, et en particulier des filles. Par exemple, dans la région de Tillabéri, au Niger, 817 écoles ont été fermées en 2021, en grande partie à cause de l'insécurité.⁹⁶ De même, dans la région de Pibor au Soudan du Sud, de fréquentes violences intercommunautaires ont entraîné la destruction d'écoles et le déplacement de milliers de personnes, qui à leur tour utilisent les écoles restantes comme abris. Parmi les filles et les femmes interrogées au Soudan du Sud, 72 %⁹⁷ ont identifié l'insécurité comme un facteur contribuant à la non-scolarisation des filles.

La faim elle-même a également un impact sur la capacité d'apprentissage des enfants qui vont à l'école. En Haïti et au Niger, des informateurs clés ont noté que la concentration des enfants souffre de la faim. Comme l'a fait remarquer une fille d'un groupe de discussion au Burkina Faso : « quand tu n'as pas le ventre plein, tu ne peux pas étudier ». À l'inverse, lorsque des repas scolaires sont fournis, cela agit comme une forte incitation pour les parents à envoyer leurs enfants à l'école. En Haïti, les parents ont expliqué qu'ils envoyaient leurs enfants à l'école non seulement pour apprendre mais aussi pour se nourrir, tandis qu'un directeur d'école a noté qu'auparavant, lorsque des repas chauds étaient fournis, les enfants étaient heureux et apprenaient avec plaisir, mais depuis la crise, la fourniture des repas scolaires n'est plus possible et les enfants ne veulent pas rester à l'école parce qu'ils ont faim.

La faim elle-même a également un impact sur la capacité d'apprentissage des enfants qui vont à l'école. En Haïti et au Niger, des informateurs clés ont noté que la concentration des enfants souffre de la faim. Comme l'a fait remarquer une fille d'un groupe de discussion au Burkina Faso : « quand tu n'as pas le ventre plein, tu ne peux pas étudier ». À l'inverse, lorsque des repas scolaires sont fournis, cela agit comme une forte incitation



pour les parents à envoyer leurs enfants à l'école. En Haïti, les parents ont expliqué qu'ils envoyaient leurs enfants à l'école non seulement pour apprendre mais aussi pour se nourrir, tandis qu'un directeur d'école a noté qu'auparavant, lorsque des repas chauds étaient fournis, les enfants étaient heureux et apprenaient avec plaisir, mais depuis la crise, la fourniture des repas scolaires n'est plus possible et les enfants ne veulent pas rester à l'école parce qu'ils ont faim.

Lorsque les enfants abandonnent l'école tôt, les impacts immédiats et à plus long terme sont importants et différent selon le genre. Le décrochage scolaire, le travail

des enfants et le mariage précoce sont étroitement liés et se renforcent mutuellement. Lorsque les enfants perdent la protection d'être à l'école, leur exposition à d'autres risques et violations de la protection augmente. Pour les filles, le mariage d'enfants, précoce et forcé est à la fois une cause et une conséquence de l'abandon scolaire. Dans certaines des RGA, les implications à plus long terme et plus larges de l'abandon scolaire, en particulier des filles, ont été discutées. Au Niger, par exemple, il a été souligné que le décrochage renforcerait les inégalités entre les sexes et saperait les ressources humaines du pays à plus long terme.

IMPACTS SUR LA SANTÉ

La crise de la faim affecte négativement la santé physique et mentale des personnes touchées de multiples façons. En plus des besoins de santé préexistants, la crise exacerbe les problèmes de santé, notamment la malnutrition et les maladies d'origine hydrique. Dans les pays où des données ont été fournies, il est prouvé que certains problèmes de santé affectent de manière disproportionnée les filles et les femmes. Au Kenya, par exemple, les infections sexuellement transmissibles (IST) et les maladies d'origine hydrique seraient plus fréquentes chez les filles et les femmes que chez les garçons et les hommes, tandis que les taux de malnutrition chez les filles seraient plus élevés que chez les garçons. En Somalie, les infections des voies urinaires (IVU) étaient le type de maladie le plus courant signalé par les filles et les femmes, 48 % déclarant⁹⁸ avoir souffert d'une IVU au cours des 30 derniers jours.

SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

Dans de nombreux pays, les besoins des filles et des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive étaient déjà sous-satisfaits et certains RGA ont montré que les besoins en matière de SDR augmentaient avec la crise. L'incidence croissante de la violence sexuelle et de l'exploitation sexuelle a augmenté le nombre de grossesses non désirées et d'IST dans des pays comme l'Éthiopie et Haïti ; lors d'entretiens avec des informateurs clés en Éthiopie, il a été rapporté que cette année, dans la zone étudiée, 28 nouveau-nés ont été retrouvés abandonnés dans la rue car les mères ne peuvent pas s'occuper d'eux.

Même si des services et des fournitures de santé sexuelle et reproductive sont disponibles, les conclusions de certaines RGA indiquent que les normes sociales et les niveaux de sensibilisation façonnent et, dans certains cas, limitent l'accès des adolescentes et des jeunes femmes. En Haïti, par exemple, il a été mentionné que la prise de

décision concernant l'utilisation des contraceptifs est dominée par les hommes. En Éthiopie, le manque de sensibilisation à la santé sexuelle et reproductive au sein de la communauté déplacée fait que les filles et les jeunes femmes ne sont pas disposées à utiliser la contraception.



Culturellement, les femmes et les filles ne sont pas autorisées ou ne peuvent pas accepter d'accéder ou d'utiliser la contraception

KII avec un leader communautaire, Soudan du Sud



et reproductive, était médiocre dans la plupart des zones étudiées. Au Kenya, par exemple, seulement la moitié des répondants ont mentionné avoir un accès sûr à un établissement de santé. La Somalie, cependant, était une anomalie, avec 82 %⁹⁹ des répondants à l'enquête indiquant que des services de santé accessibles étaient disponibles dans la zone étudiée. Les soins de santé mentale, cependant, restent une lacune – seulement 9 %¹⁰⁰ des personnes interrogées en Somalie ont déclaré avoir accès à des services de soutien psychosocial, malgré le niveau de violence physique, sexuelle et émotionnelle subie par la population touchée.

Les raisons du manque d'accès aux services de santé varient. Dans de nombreux contextes, il était évident que dans les zones étudiées, il y avait une absence d'établissements de santé ou d'agents de santé, ce qui se traduisait par de longues distances jusqu'aux établissements de santé fonctionnels. En Éthiopie, des groupes de discussion avec des femmes déplacées ont souligné qu'il s'agit d'une

préoccupation particulière pour les filles et les femmes qui sont enceintes ou qui allaitent et qui sont obligées de parcourir de longues distances pour accéder aux soins prénataux et postnatals ainsi que pour obtenir des soins de santé pour leurs enfants.



Hier, je suis allée au centre de santé. J'ai parcouru une longue distance à pied. Je me sentais très fatiguée et me sentais malade quand je suis rentrée à la maison.

Jeune femme déplacée enceinte, pendant le FDG en Éthiopie



Le manque de ressources économiques a également été cité comme l'une des principales raisons pour lesquelles les personnes ne peuvent pas accéder aux soins de santé, car l'argent est prioritaire ailleurs. Au Kenya, plus de la moitié des personnes interrogées ont déclaré ne pas avoir assez d'argent pour payer les soins de santé.

Il est également apparu dans certains contextes que les soins de santé disponibles ne répondent pas aux besoins des adolescentes et des jeunes femmes en particulier. Au Mali, il a été signalé que les adolescents ont du mal à accéder aux soins de santé en raison d'un manque d'informations sur les soins de santé qui répondent à leurs besoins spécifiques. Au Kenya, certaines personnes interrogées ont indiqué que le manque de personnel de santé féminin était un obstacle à l'accès aux soins de santé.

Il y avait de nombreuses preuves dans l'ensemble des RGA que les besoins des filles et des femmes en matière de santé et d'hygiène menstruelles ne sont pas satisfaits de manière adéquate et que la crise alimentaire aggrave cette situation. Au Kenya, par exemple, 40 % des filles et des femmes en âge de procréer interrogées ne voient pas leurs besoins d'hygiène menstruelle satisfaits,¹⁰¹ alors qu'en Somalie, ce chiffre était de 30 %.¹⁰² Le manque d'argent pour acheter des fournitures d'hygiène menstruelle a été mentionné comme un obstacle, tandis qu'en Éthiopie, les femmes ont décrit comment les pénuries d'eau les empêchent de maintenir leur hygiène menstruelle de manière sûre, privée et digne, car elles ont besoin d'eau pour laver leurs vêtements et se laver elles-mêmes.

AIDE HUMANITAIRE

Dans tous les pays où les répondants ont été interrogés sur l'adéquation de l'aide humanitaire, il y avait des preuves qu'elle est insuffisante. Rappelant que les zones étudiées font partie des points chauds de la faim dans le monde, il existe des lacunes évidentes dans le niveau d'assistance fournie compte tenu de l'ampleur des besoins humanitaires. En Éthiopie et au Soudan du Sud, les participants aux groupes de discussion ont décrit comment les rations alimentaires étaient insuffisantes pour nourrir leur famille. Dans les trois pays du Sahel, des entretiens avec des informateurs clés et des données secondaires ont révélé que l'assistance atteinte de faibles proportions de la population, est peu fréquente et n'atteint souvent pas les plus vulnérables. Alors que les priorités spécifiques de l'aide humanitaire différaient selon les contextes, une conclusion commune à la plupart des pays était qu'en général, les femmes comme les hommes préféraient recevoir une aide sous forme d'argent plutôt que d'autres formes de fourniture.

Alors qu'il y avait peu de preuves dans les RGA sur le degré d'inclusion et de responsabilité de la réponse humanitaire dans les pays étudiés, les preuves qui ont été présentées brossent un tableau mitigé. Au Mali, par exemple, il a été rapporté que les sites de distribution alimentaire sont plus accessibles aux hommes et les

ménages affectés ont été très peu consultés sur leurs besoins par les agences humanitaires. En revanche, en Éthiopie, les femmes déplacées ont indiqué que, bien que l'assistance soit insuffisante, celle qui est fournie est inclusive et équitable ; que les femmes ont un accès égal à toute l'aide humanitaire ; et que la priorité est donnée aux personnes âgées et aux personnes handicapées.



Distribution de sorgho à des femmes à Rumbek, au Sud-Soudan.
© Plan International / Peter Caton

CONCLUSION

La crise mondiale de la faim devrait continuer à s'aggraver. Les forces à l'origine de l'insécurité alimentaire dans plusieurs pays montrent peu de signes de ralentissement et le nombre de personnes touchées augmente.

Pourtant, les expériences des individus touchés par les crises alimentaires - leurs besoins, leurs vulnérabilités, leurs capacités et leurs stratégies d'adaptation - diffèrent considérablement et sont façonnées par le sexe, l'âge et d'autres facteurs. Les réponses à la crise mondiale actuelle de la faim doivent tenir compte de ces impacts et expériences différentiels, et en particulier de la manière dont ils sont façonnés par des inégalités entre les sexes enracinées. Tout manquement signifiera que les besoins spécifiques des filles et des femmes risquent d'être négligés et que les progrès en matière d'égalité des sexes seront anéantis.

S'appuyant sur une analyse récente de huit des points chauds de la faim dans le monde, le rapport a montré que :

- Les normes de genre préexistantes façonnent la vulnérabilité des filles et des femmes aux impacts directs et indirects de l'insécurité alimentaire. La distribution et la consommation alimentaires liées au genre au niveau des ménages signifient que les filles et les femmes mangent souvent moins et mangent après les garçons et les hommes. Les ménages dirigés par des femmes et des enfants, notamment dans les communautés déplacées, et les femmes et les enfants atteints de handicap affrontent des obstacles disproportionnellement plus élevés pour accéder à la nourriture.
- L'insécurité alimentaire aiguë amplifie les risques de violence, d'abus et d'exploitation auxquels sont confrontées les filles et les femmes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du foyer. Les stratégies employées pour faire face à l'insécurité alimentaire augmentent l'exposition des filles et des femmes à la violence ; des risques encore amplifiés dans les situations

de conflit, d'insécurité et de déplacement. Les mariages d'enfants, précoces et forcés, déjà monnaie courante dans de nombreux contextes étudiés, ont été largement signalés comme une stratégie pour faire face à l'insécurité alimentaire, ainsi qu'au travail des enfants. Les enfants non accompagnés qui migrent vers les centres urbains sont particulièrement exposés aux risques de violence, d'abus et d'exploitation.

- Les stratégies d'adaptation sont façonnées par le genre, mais dans la plupart des pays, des preuves ont été trouvées de changements dans les rôles de genre. Pour les filles et les femmes, assumer des rôles plus productifs sur le plan économique a prolongé les heures de travail en plus des responsabilités domestiques et de soins, y compris la marche pour aller chercher de l'eau, de la nourriture et du bois de chauffage. Pour les femmes comme pour les hommes, les charges croissantes contribuent au stress et à l'anxiété.
- La crise de la faim a un impact négatif sur l'éducation des enfants, et cet impact diffère selon le sexe. La scolarisation et/ou la fréquentation scolaire ont diminué depuis la crise et les preuves suggèrent que l'éducation des filles a été dépriorisée de manière disproportionnée. La faim elle-même a également un impact sur la capacité d'apprentissage des enfants qui vont à l'école.
- Les besoins des filles et des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive étaient déjà mal servis avant la crise. L'incidence croissante de la violence sexuelle et de l'exploitation sexuelle a été signalée comme augmentant le nombre de grossesses non désirées et les infections sexuellement transmissibles augmentent les besoins, mais il y a un manque de services et de fournitures accessibles. Les besoins des filles et des femmes en matière de santé menstruelle et d'hygiène ne sont pas suffisamment satisfaits, et la crise de la faim aggrave cette situation.

RECOMMANDATIONS

Sur la base des conclusions de ce rapport, Plan International fait les recommandations suivantes aux gouvernements, donateurs et autres acteurs humanitaires :



PROGRAMMES SENSIBLES AU GENRE

Fournir d'urgence 22,2 milliards de dollars américains pour éviter le risque de famine pour 50 millions de personnes qui sont au bord de la famine.¹⁰³ Les fonds doivent être facilement disponibles, fournis immédiatement, flexibles et non affectés. **Le financement de la crise de la faim ne doit pas être détourné vers d'autres urgences.**

Veiller à ce que le financement de la protection de l'enfance sensible au genre, de la violence sexiste, de la santé mentale et du soutien psychosocial, de la santé et des droits sexuels et reproductifs et des interventions d'éducation, y compris les programmes critiques de repas scolaires, soit demandé et fourni au début des crises de sécurité alimentaire, en fonction des besoins. Le financement d'interventions spécialisées et intégrées est nécessaire de toute urgence pour assurer la protection, la santé et le bien-être des enfants, en particulier des filles, et des femmes dans des contextes d'insécurité alimentaire aiguë

Mettre en œuvre des programmes de repas scolaires en tant qu'intervention clé dans les contextes d'insécurité alimentaire. Si nécessaire, des mesures alternatives de distribution de nourriture devraient être identifiées en cas de fermeture d'écoles, telles que des services de collecte de repas scolaires, des rations à emporter, des bons alimentaires ou des transferts en espèces, le cas échéant, pour remplacer les repas scolaires. Ceux-ci doivent être adaptés pour garantir qu'ils atteignent les plus jeunes enfants et adolescentes, y compris ceux qui n'étaient pas scolarisés avant la crise.

Utiliser des espèces et des bons à usages multiples comme modalité d'assistance préférée dans la mesure du possible et là où les marchés restent fonctionnels.¹⁰⁴ L'aide financière devrait viser explicitement à maintenir la santé, la nutrition et le bien-être des enfants et des jeunes, en accordant une attention particulière aux besoins et aux vulnérabilités des enfants les plus jeunes, des adolescents, des filles et des garçons et des jeunes femmes, en particulier les femmes enceintes et les mères allaitantes. Il doit y avoir une évaluation minutieuse des risques éventuels de protection de l'enfance et de VBG qui peuvent être associés à l'aide en espèces et en bons.

Intégrer les considérations de protection de l'enfance et de VBG dans les programmes de sécurité alimentaire et vice versa afin de renforcer les résultats de protection et d'éviter de nuire. Cela comprend la conception, la mise en œuvre et le **suivi de programmes** intégrés de protection de l'enfance et de sécurité alimentaire qui visent à prévenir et à répondre aux risques tels que le travail des enfants, le mariage précoce et forcé, la séparation familiale et la détresse psychologique résultant de l'insécurité alimentaire. Cela nécessite un renforcement de la collaboration entre les acteurs de la sécurité alimentaire et de la protection de l'enfance et de la VBG à toutes les étapes du cycle du programme.

Agir tôt pour sauver des vies en finançant et en mettant en œuvre des mesures d'anticipation et de préparation sensibles au genre, sensibles aux enfants et dirigées localement. Les actions d'anticipation visent à prévenir et à atténuer les impacts des chocs climatiques et doivent être basées sur une compréhension de la façon dont le genre et d'autres formes d'inégalité façonnent la vulnérabilité et la résilience et influencent la mesure dans laquelle les individus peuvent accéder et bénéficier d'une action d'anticipation. Les filles et les femmes doivent être impliquées dans la **planification, la conception et la mise** en œuvre des activités d'action préventive.

Aider les gouvernements à renforcer et à intensifier les mesures de protection sociale et de soutien du revenu sensibles au genre et inconditionnelles pour les personnes et les familles les plus touchées et les plus vulnérables, y compris les ménages dirigés par des enfants et des femmes, les familles avec de jeunes enfants et les populations déplacées. Les programmes de protection sociale devraient être conçus pour promouvoir l'égalité des genres en examinant comment ils peuvent accroître le contrôle des femmes sur les dépenses du ménage ; réduire le stress des ménages et l'insécurité économique qui peuvent conduire à la violence sexiste et promouvoir l'inscription et la fréquentation scolaire des filles.

Accroître les investissements dans la résilience et l'adaptation au changement climatique sensibles au genre, sensibles aux enfants et dirigées localement. Il est particulièrement important que la résilience des services essentiels à la protection, à la santé et au bien-être des filles et des femmes soit renforcée. Cela comprend l'éducation, la nutrition, la protection, l'eau et l'assainissement, et la santé, y compris les services de santé sexuelle et reproductive.



DONNÉES ET PREUVES

Veiller à ce que les données sur la sécurité alimentaire soient ventilées par sexe, âge et handicap et incluent des informations sur les besoins des enfants et des adolescents d'âge scolaire. Les évaluations et la collecte de données menées pendant les crises alimentaires doivent être renforcées pour mieux identifier et comprendre les besoins et les risques spécifiques par sexe et par tranche d'âge, en accordant une attention particulière aux adolescentes et aux adolescents, compte tenu de leur vulnérabilité particulière aux risques de protection associés à l'insécurité alimentaire.



LA PARTICIPATION ET LE LEADERSHIP DES FILLES

Veiller à ce que les enfants, les adolescents et les jeunes soient consultés et impliqués dans la conception de programmes humanitaires dans des contextes d'insécurité alimentaire aiguë. Les enfants et les adolescents doivent disposer de moyens inclusifs, sûrs et confidentiels pour recevoir des informations, fournir des commentaires et participer de manière significative aux programmes humanitaires.

Soutenir les réponses menées localement dans la mesure du possible. Les organisations locales, y compris les organisations dirigées par des jeunes femmes, ont besoin d'un financement direct, flexible et accru et d'avoir un rôle central dans la prise de décision concernant la réponse.



S'ATTAQUER AUX CAUSES PROFONDES

Accroître les efforts pour s'attaquer aux causes profondes des conflits et de l'insécurité, promouvoir des conditions de paix et de sécurité et garantir l'accès humanitaire dans les points chauds touchés par les conflits. Un effort concerté de tous les acteurs concernés est nécessaire pour assurer la protection totale des populations touchées et permettre aux travailleurs humanitaires d'atteindre en toute sécurité ceux qui en ont besoin et de rester et de livrer.

NOTES

1. PAM, 'Plan de Réponse Opérationnelle Globale : Mise à Jour n° 5 – Juin 2022'. Récupéré le¹⁵ novembre 2022 : [Plan de réponse opérationnelle mondiale du PAM : mise à jour n° 5 – juin 2022 | Programme alimentaire mondial](#)
2. Care, « Sécurité alimentaire et égalité des sexes : une symphonie synergique sous-étudiée », 2022. Récupéré le 13 novembre 2022: [Sécurité alimentaire et égalité des sexes : une symphonie synergique sous-étudiée - CARE | Évaluations \(careevaluations.org\)](#)
3. Les mesures internationalement acceptées de la faim extrême incluent la [Classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire](#) (IPC) et le [Cadre Harmonisé](#). Source : Réseau mondial contre les crises alimentaires et Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, « 2022 Global Report on Food Crises (GRFC) » : Analyse conjointe pour de meilleures décisions, 2022 », récupéré le 20 novembre 2022 : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138913/download/?_ga=2.33557217.1500800333.1662962003-844400342.1662962003
4. Réseau mondial contre les crises alimentaires et réseau d'information sur la sécurité alimentaire, '2022 Global Report on Food Crises (GRFC)' : Joint analysis for better decisions, 2022', Récupéré le 20 novembre 2022: https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000138913/download/?_ga=2.33557217.1500800333.1662962003-844400342.1662962003
5. Idem
6. La composition par âge des FGD différait selon les pays. Dans tous les cas, les groupes de discussion d'enfants/adolescents étaient séparés de ceux des adultes, et les groupes de discussion étaient non mixtes.
7. Care. 'Boîte à outils d'analyse rapide de genre'. s.d. Récupéré le 20 novembre 2022 : [care_rapid_gender_analysis_toolkit \[gender.careinternationalwikis.org\]](#)
8. Plan International, 'Boîte à outils de programmation pour les adolescents : conseils et outils pour la programmation des adolescents et l'autonomisation des filles dans les situations de crise', 2020. Récupéré le 17th novembre 2022: [glo-adolescent-programming-toolkit-lowres-io-final-eng-june20.pdf \(plan-international.org\)](#)
9. Faire croître l'égalité 2.0 est le programme de renforcement des capacités de Plan International sur l'égalité de genre et l'inclusion
10. FAO et PAM, 'Points névralgiques de la faim : Alertes précoces FAO-PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, perspectives d'octobre 2022 à janvier 2023'. 2022
11. Ce chiffre couvre le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger. Les projections portent sur la période juin-août 2022. FAO et PAM, 2022
12. Les projections s'appliquent à la période de juin à août 2022. Source : Réseau mondial contre les crises alimentaires et réseau d'information sur la sécurité alimentaire, 2022
13. Les projections s'appliquent à la période de juin à août 2022. Source : Réseau mondial contre les crises alimentaires et réseau d'information sur la sécurité alimentaire, 2022
14. Les projections s'appliquent à la période de juin à août 2022. Source : Réseau mondial contre les crises alimentaires et réseau d'information sur la sécurité alimentaire, 2022
15. Ce chiffre inclut au moins 300 000 personnes en Catastrophe (Phase 5 de l'IPC). Les projections s'appliquent à la période d'octobre à décembre 2022. Source : IPC, 'Somalie : Aperçu de l'insécurité alimentaire aiguë et de la malnutrition, juin-décembre 2022'. Récupéré le 20 novembre 2022 : <https://www.ipcinfo.org/ipcinfo-website/alerts-archive/issue-69/en/>
16. FAO et PAM, 'Points névralgiques de la faim : Aperçu des alertes précoces de la FAO et du PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, octobre 2022 à janvier 2023'. 2022
17. Les projections s'appliquent à la période d'octobre à décembre 2022. Source : IPC, 'Kenya : Analyse de l'insécurité alimentaire aiguë de l'IPC, juillet-décembre 2022'. Récupéré le 20 novembre 2022 : [Kenya : Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë et de la malnutrition aiguë \(juillet - décembre 2022\) Publié le 28 septembre 2022 - Kenya | ReliefWeb](#)
18. FSNWG, 'Rapport spécial du FSNWG sur la sécheresse, 29 juillet 2022'. Récupéré le 20 novembre 2022 : www.icpac.net/fsnwg/fsnwg-drought-special-report-29-july-2022. Dans l'ensemble du pays, on estime

que 20,4 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë ; cela comprenait plus de 13 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le nord de l'Éthiopie. Source : OCHA, 'Éthiopie : Plan de réponse humanitaire '. Juillet 2022 '. Récupéré le 20 novembre 2022 : www.humanitarianresponse.info/en/operations/ethiopia/document/ethiopia-humanitarian-response-plan-jul-2022-en

19. Cela comprenait 87 000 en catastrophe (IPC Phase 5). Les chiffres concernent la période de soudure d'avril à juillet 2022. IPC. 2022. 'Soudan du Sud : Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë et de la malnutrition aiguë, février-juillet 2022 '. Récupéré le 20 novembre 2022 : www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/South_Sudan_IPC_Key_Messages_February-July-2022_Report.pdf
20. Les estimations portent sur la période de mars à juin 2022. Source : IPC. 'Haïti : Mise à jour des projections sur l'insécurité alimentaire aiguë, mars-juin 2022 '. Récupéré le 20 novembre 2022 : www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Haiti_Acute_Food_Insec_Update_2022MarJun_Report_French.pdf
21. PAM, 'Une crise alimentaire mondiale '. 2022. Récupéré le 13 novembre 2022 : <https://www.wfp.org/global-hunger-crisis>
22. Tous les pays de ce rapport sont répertoriés dans le rapport PAM-FAO sur les points névralgiques de la faim d'octobre 2022 en tant que points névralgiques les plus préoccupants ou très préoccupants. FAO et PAM, 'Points névralgiques de la faim : Alertes précoces FAO-PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, octobre 2022 à janvier 2023 '. 2022. Récupéré le 11 novembre 2022: [Points névralgiques de la faim : Alertes précoces FAO-PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, octobre 2022 à janvier 2023 | Programme alimentaire mondial](#)
23. FAO et PAM, 'Points névralgiques de la faim : Alertes précoces de la FAO et du PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, octobre 2022 à janvier 2023 '. 2022. Récupéré le 11 novembre 2022: [Points névralgiques de la faim : Alertes précoces FAO-PAM sur l'insécurité alimentaire aiguë, octobre 2022 à janvier 2023 | Programme alimentaire mondial](#)
24. Idem
25. OCHA, 'Aperçu humanitaire mondial, 2022'. Récupéré le 17 novembre 2022 : [Aperçu humanitaire mondial 2022 | Aperçu humanitaire mondial \(unocha.org\)](#)
26. S'applique à l'insécurité alimentaire modérée et aiguë parmi la population de plus de 15 ans uniquement. Care. 2022, basé sur les données de la FAO, 'L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde ', 2022, Récupéré le 11 novembre 2022 : [L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022 \(fao.org\)](#)
27. FAO, 'L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde ', 2022
28. Care, 'Sécurité alimentaire et égalité des sexes : une symphonie synergique sous-étudiée ', 2022.
29. Plan International et Protection de l'enfance AoR, 'Protection de l'enfance et sécurité alimentaire : Un examen des preuves des liens dans les contextes humanitaires ', 2022, disponible sur : [Child Protection and Food Security: An Evidence Review of the Linkages in Humanitarian Settings | Global Child Protection Area of Responsibility \(cpaor.net\)](#)
30. Care, 'Sécurité alimentaire et égalité des sexes : une symphonie synergique sous-étudiée ', 2022.
31. Basé sur les classements utilisant l'indice d'inégalité de genre de 2019 par le Rapport sur le développement humain, selon la méthodologie utilisée par Care, 2022. Parmi les pays du présent rapport, seule la Somalie n'apparaît pas dans cet indice.
32. Care, 'Sécurité alimentaire et égalité des sexes : une symphonie synergique sous-étudiée ', 2022.
33. FAO, 'L'écart entre les sexes dans les droits fonciers '. 2018. Récupéré le 11 novembre 2022 : [L'écart entre les sexes dans les droits fonciers \(fao.org\)](#)
34. FAO. 'Le rôle des femmes dans l'agriculture '. Document de travail de l'ESA n° 11-02, 2011. Récupéré le 11 novembre 2022 : [Le rôle des femmes dans l'agriculture \(fao.org\)](#)
35. ONU Femmes, 'Prévenir les conflits, transformer la justice, garantir la paix : une étude mondiale sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies ', 2015. Récupéré le 20 novembre 2022: <http://wps.unwomen.org/>
36. Plan International et Protection de l'enfance AoR, Protection de l'enfance et sécurité alimentaire : un examen des preuves des liens dans les contextes humanitaires ', 2022,
37. Idem
38. S. Jayachandran & I. Kuziemko, 'Pourquoi les mères allaitent-elles moins les filles que les garçons ?

Preuves et implications pour la santé des enfants en Inde '. *The Quarterly Journal of Economics*, Volume 126, Numéro 3, 2011, Pages 1485–1538. Disponible sur : <https://doi.org/10.1093/qje/qjr029>

39. Action contre la faim. ' Inégalité de genres ', 2022. Récupéré le 18 novembre 2022: [Inégalités de genre - Action contre la Faim](#)
40. WHO, 'Nouveau-nés : améliorer la survie et le bien-être'. 2020. Récupéré le 18 novembre 2022 : [Nouveau-nés : améliorer la survie et le bien-être \(who.int\)](#)
41. OMS, ' Grossesse chez les adolescentes ', 2016. Récupéré le 18 novembre 2022 : [http:// www.who.int/maternal_child_adolescent/topics/maternal /adolescent_pregnancy/en/](http://www.who.int/maternal_child_adolescent/topics/maternal/adolescent_pregnancy/en/)
42. Plan International et Protection de l'enfance AoR, Protection de l'enfance et sécurité alimentaire : un examen des preuves des liens dans les contextes humanitaires ', 2022,
43. A. D. Jones, ' Insécurité alimentaire et état de santé mentale : une analyse mondiale de 149 pays ', American Journal of Preventive Medicine, volume 53, numéro 2, 2017, p. 264-273. Disponible sur : <https://doi.org/10.1016/j.amepre.2017.04.008>.
44. Plan International Malawi, ' Évaluation intégrée de la sécurité alimentaire PC-VSBG ' (non publié).
45. A. M. Glinski, M. Sexton, & L. Meyers, 'Guide de ressources sur les mariages d'enfants, précoces et forcés ', Banyan Global, 2015. Récupéré le 18 novembre 2022: [USAID_CEFM_Resource-Guide.PDF](#)
46. L. Davies ' La sécheresse en Éthiopie entraîne une augmentation « spectaculaire » du mariage des enfants, prévient l'UNICEF ', The Guardian, 30 avril 2022. Récupéré le 20 novembre 2022: [La sécheresse en Éthiopie entraîne une augmentation « spectaculaire » du mariage des enfants, prévient l'Unicef | Mariage d'enfants | The Guardian](#)
47. Plan International et Protection de l'enfance AoR, Protection de l'enfance et sécurité alimentaire : un examen des preuves des liens dans les contextes humanitaires ', 2022,
48. Plan International, Commission des femmes pour les réfugiés et The Cynefin Co, ' Nos voix, notre avenir : Comprendre le mariage des enfants dans les communautés en situation d'insécurité alimentaire dans le district de Chiredzi, au Zimbabwe '. 2022. Récupéré le 20 novembre 2022 : [Nos voix, notre avenir : Comprendre le mariage des enfants dans les communautés en situation d'insécurité alimentaire dans le district de Chiredzi, Zimbabwe | Women's Refugee Commission \(womensrefugeecommission.org\)](#)
49. Plan International et Protection de l'enfance AoR, Protection de l'enfance et sécurité alimentaire : un examen des preuves des liens dans les contextes humanitaires ', 2022,
50. L'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire, 'Inter-Agency Toolkit: Preventing and Responding To Child Labour In Humanitarian Action', 2020. Récupéré le 24 novembre 2022 [child_labour_toolkit_small_1.pdf \(alliancecpha.org\)](#)
51. Idem
52. Idem
53. Plan International et Protection de l'enfance AoR, Protection de l'enfance et sécurité alimentaire : un examen des preuves des liens dans les contextes humanitaires ', 2022,
54. Idem
55. Idem
56. Amnesty International, ' Ils nous ont trahis ' : des femmes qui ont survécu à Boko Haram ont été violées, affamées et détenues au Nigeria '. 2018. Récupéré le 24 novembre 2022: [Nigéria. ' Ils nous ont trahis ' : des femmes rescapées de Boko Haram violées, affamées et détenues au Nigéria - Amnesty International](#)
57. The Lancet HIV, ' La menace syndémique de l'insécurité alimentaire et du VIH ', The Lancet HIV, Vo. 7: 2, 2020. Disponible sur : [https://doi.org/10.1016/S2352-3018\(20\)30004-7](https://doi.org/10.1016/S2352-3018(20)30004-7) [https://www.thelancet.com/journals/lanhiv/article/PIIS2352-3018\(20\)30004-7/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lanhiv/article/PIIS2352-3018(20)30004-7/fulltext)
58. Idem
59. ICRW, ' La santé et les droits sexuels et reproductifs sont un problème climatique : recommandations pour la politique étrangère et l'assistance des États-Unis '. 2021. Récupéré le 24 novembre 2022: [ICRW_SRHR-is-a-Climate-Issue_04.22.pdf](#)
60. PAM, ' Une génération à risque : près de la moitié des personnes souffrant de la faim ^{dans} la crise alimentaire mondiale sont des enfants, déclarent le PAM, l'Agence de développement de l'Union africaine, le NEPAD, la Commission de l'éducation et les partenaires de l'éducation ', 2022, Récupéré le 24 novembre 2022 : [Une génération à risque : près de la moitié des personnes souffrant de la faim dans la crise alimentaire sont des enfants, déclarent le PAM, l'Agence de développement de l'Union africaine NEPAD, la Commission de](#)

61. PAM, ' L'impact des programmes d'alimentation scolaire '. Récupéré le 24 novembre 2022 : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000102338/download/?_ga=2.249077327.999858618.1595598973-1992890802.1594986831
62. Plan International, ' Protégeons notre éducation ', 2021. Récupéré le 21 novembre 2022 : [protect_our_education_-_eng_final.pdf \(plan-international.org\)](#)
63. PAM, ' L'impact des programmes d'alimentation scolaire '. Disponible sur : https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000102338/download/?_ga=2.249077327.999858618.1595598973-1992890802.1594986831
64. K. Spears, B. Conley & D. Mazurana, ' Genre, famine et avantage de la mortalité féminine ', document occasionnel n° 36, 2021. Récupéré le 24 novembre 2022 : [Genderfamine-and-mortality-2021120634.pdf \(tufts.edu\)](#)
65. IASC, ' L'évaluation humanitaire inter-agences (IAHE) sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles (GEEWG) ', 2020, Récupéré le 24 novembre 2022 : L'évaluation humanitaire inter-agences (IAHE) sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles (GEEWG), 2020 | IASC (interagencystandingcommittee.org)
66. L'Alliance pour la Récupéré le 25 novembre 2022 : Monitoring Child Protection Within Humanitarian Cash Programs | Centre de ressources Save the Children
67. IASC, ' L'évaluation humanitaire inter-agences (IAHE) sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles (GEEWG) ', 2020
68. Plan International, ' Boîte à outils de programmation pour adolescents : Orientations et outils pour la programmation des adolescents et l'autonomisation des filles en situation de crise ', 2020, disponible sur : [glo-adolescent-programming-toolkit-lowres-io-final-eng-june20.pdf \(plan-international.org\)](#)
69. IRC et Voice, ' Où est l'argent ? ' Comment le système humanitaire échoue dans ses engagements à mettre fin à la violence contre les femmes et les filles », 2019, Récupéré le 24 novembre 2022 : [Où est l'argent ? Comment le système humanitaire ne parvient pas à financer la fin de la violence contre les femmes et les filles | Comité international de sauvetage \(IRC\)](#)
70. L'Alliance pour la protection de l'enfance dans l'action humanitaire, HCR, The Child Protection AoR et Save the Children, Still Unprotected : Financement humanitaire pour la protection de l'enfant, 2020, Disponible sur : [Still Unprotected : Humanitarian funding for Child Protection | Centre de ressources de Save the Children](#)
71. INEE, Education Financing, n.d. Consulté le 24 novembre 2022 : [Education Financing | INEE](#)
72. Compte à rebours 2030, ' Financement de l'aide humanitaire à la santé et aux droits sexuels et reproductifs par les donateurs européens ', 2020, Récupéré le 24 novembre 2022 : [Factsheet - humanitarian 2020 v2.pdf \(countdown2030europe.org\)](#)
73. L. Drake, M. Fernandes, E. Aurino, J. Kiamba, B. Giyose, C. Burbano, H. Alderman, L. Mai, A. Mitchell, & A. Gelli. ' Programmes d'alimentation scolaire au milieu de l'enfance et de l'adolescence ' dans : Re-Imagining School Feeding : A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies : Disease Control Priorities, 3 : 2018. p 135 – 152. Récupéré le 24 novembre 2022 : [Repenser l'alimentation scolaire : un investissement à haut rendement dans le capital humain et les économies locales \(worldbank.org\)](#)
74. A. Gelli, U. Meir, & F. Espejo. ' La fourniture de nourriture à l'école augmente-t-elle la scolarisation des filles ? Témoignages d'écoles en Afrique subsaharienne. Bulletin sur l'alimentation et la nutrition 28 (2), 2007 : 149–55. Disponible sur : doi [10.1177/156482650702800203](#)
75. School Meals Coalition, ' Un repas sain chaque jour pour chaque enfant '. s.d. Récupéré le 25 novembre 2022 : [School Meals Coalition - Un repas sain chaque jour pour chaque enfant](#)
76. IPC. ' Soudan du Sud : Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë et de la malnutrition aiguë, février-juillet 2022 '. Récupéré le 26 novembre 2022 : [www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/South_Sudan_IPC_Key_Messages_February-July-2022_Report.pdf](#)
77. OCHA. ' Aperçu des besoins humanitaires du Soudan du Sud 2022 (février 2022) '. Récupéré le 26 novembre : [Aperçu des besoins humanitaires ReliefWeb](#)
78. Les ONG locales partenaires impliquées dans ce programme comprenaient Voice of Peace (VOP) et GREDO
79. Mentionnés spécifiquement dans les RGA du Burkina Faso, du Niger, du Mali, de l'Éthiopie et d'Haïti
80. Mentionné spécifiquement dans les RGA d'Haïti, du Niger et du Mali.

81. Mentionné spécifiquement dans les RGA d'Haïti, du Niger, du Mali et du Niger
82. Au Sud-Soudan et en Haïti, les augmentations dues à la crise actuelle n'ont pas été explicitement mentionnées, mais dans les deux contextes, les niveaux de violence basée sur le genre étaient élevés.
83. Des procédures de sauvegarde étaient en place pour tous les RGA, qui comprenaient des processus de renvoi pour les problèmes de protection des enfants. Toute révélation de violation de la protection était signalée au point focal de sauvegarde.
84. Données de l'Autorité nationale de gestion de la sécheresse, Bulletin d'alerte précoce de la sécheresse du comté de Marsabit pour septembre 2022. 2022. Récupéré le 7 novembre : [6664-marsabit-septembre-2022 \(ndma.go.ke\)](https://ndma.go.ke/6664-marsabit-septembre-2022)
85. Sur la base d'un échantillon de 98 répondants ayant traversé la frontière.
86. Sur la base d'un échantillon de 384 personnes interrogées
87. Sur la base d'un échantillon de 460 personnes interrogées
88. Pourcentages basés sur un échantillon de 199 personnes interrogées.
89. Sur la base d'un échantillon de 199 personnes interrogées
90. Pourcentages basés sur un échantillon d'enquête de 460 répondants
91. Sur la base d'un échantillon de 460 répondants à l'enquête
92. Ces résultats sont basés sur les perceptions des répondants à l'enquête et des informateurs clés plutôt que sur des données secondaires ou primaires.
93. UNICEF, 'Les enfants au Niger', s.d. Consulté le 26 novembre : [Les enfants au Niger | UNICEF Niger](#)
94. Basé sur les réponses à l'enquête. Taille de l'échantillon 460 ménages
95. Basé sur les réponses à l'enquête. Taille de l'échantillon 460 ménages
96. OCHA, 'West and Central Africa : Weekly Regional Humanitarian
97. Snapshot (19-25 juillet 2022)'. 2022, Consulté le 26 novembre Externe hebdomadaire 19 - 25 juillet 2022.pdf
98. Sur la base d'un échantillon de 1 038 femmes interrogées.
99. Sur la base d'un échantillon de 289 femmes interrogées.
100. Sur la base d'un échantillon de 384 personnes interrogées.
101. Sur la base d'un échantillon de 384 personnes interrogées.
102. Sur la base d'un échantillon de 390 femmes interrogées.
103. Sur la base d'un échantillon de 289 répondantes.
104. Respecter le panier de dépenses minimum pendant au moins plusieurs mois consécutifs

REMERCIEMENTS

T’auteur du rapport : Alison Wright, responsable de la recherche

Équipe du rapport : Dr Jacqueline Gallinetti, directrice du suivi, de l’évaluation, de la recherche et de l’apprentissage, Isobel Fergus, responsable de la recherche par intérim, Janaina Hirata, responsable technique par intérim du genre dans les situations d’urgence, et Jenny Rivett, responsable par intérim de recherche.

Le rôle des points focaux des bureaux de pays et des centres régionaux dans la facilitation de la synthèse des données pour ce rapport est grandement apprécié. En particulier : Thaddee Mukezabatware, Zie Ouattara, Aissa Adamou, Anne W. Njuguna, Tambuzgani Msiska, Konjit Worku, Hiwotie Simachew, Tigist Kassa, Bekuretsion Assassahegn, Konjit Worku, Annah Katuki, Mustafe Ahmed, Anthony Onen, Elizabeth Rashu, Anaëlle Canez.

Merci également aux membres suivants du personnel de Plan International pour leurs précieuses contributions et leurs commentaires sur le rapport : Yang Fu, Alexandra Parnebjork, Andrea Nunez-Flores, Alison Joyner, Anna MacSwann.

Ce rapport aurait été impossible sans le travail considérable qui a été consacré aux analyses rapides de genre dans les huit pays inclus dans ce rapport. Merci à tout le personnel de Plan International et des partenaires impliqués dans la collecte et l’analyse des données originales en Éthiopie, au Kenya, en Somalie, au Soudan du Sud, au Mali, au Burkina Faso, au Niger et en Haïti.

Les photos sont utilisées à des fins d’illustration uniquement ; elles n’impliquent pas que l’enfant sur la photo soit lié à l’histoire.

Photo de couverture : Une jeune femme attend la distribution de nourriture à Rumbek, au Sud-Soudan.
© Plan International / Peter Caton

Design: Oskar Design – www.oskardesign.co.uk

À propos de Plan International

Nous nous efforçons de promouvoir les droits des enfants et l’égalité des chances pour les filles du monde entier. Nous reconnaissons le pouvoir et le potentiel de chaque enfant. Mais cela est souvent réprimé par la pauvreté, la violence, l’exclusion et la discrimination. Et ce sont les filles qui sont les plus touchées.

En tant qu’organisation humanitaire et de développement indépendante, nous travaillons aux côtés des enfants, des jeunes, de nos supporters et de nos partenaires pour s’attaquer aux causes profondes des problèmes auxquels sont confrontés les filles et tous les enfants vulnérables. Nous défendons les droits des enfants de la naissance à l’âge adulte et leur permettons de se préparer et de faire face aux crises et à l’adversité. Nous apportons des changements dans les pratiques et les politiques aux niveaux local, national et mondial en utilisant notre portée, notre expérience et nos connaissances. Depuis plus de 80 ans, nous établissons de puissants partenariats pour les enfants et sommes actifs dans plus de 75 pays.

Plan International

Dukes Court,
Block A,
Duke Street,
Woking,
Surrey
GU21 5BH
United Kingdom



twitter.com/planglobal



facebook.com/planinternational